



Bureau du Plan

DG4628

55

mai 1991

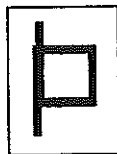
**Exportations, importations et soldes commerciaux,
évolution des comptes extérieurs,
balance commerciale et balance des paiements
Le franc belge couplé au mark allemand -
situation un an plus tard**

P. Bernard, C. Streef, F. Bossier

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau du Plan.

Ils n'engagent directement que la responsabilité des auteurs cités et ne sont d'ailleurs publiés le plus souvent que dans leur langue.

BUREAU DU PLAN



**Direction Sectorielle
Direction Générale**

(91)PB-FB-CS/4628/al/6061

Dossier documentaire relatif à deux thèmes :

- EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX
EVOLUTION DES COMPTES EXTERIEURS
BALANCE COMMERCIALE ET BALANCE DES PAIEMENTS**
- LE FRANC BELGE COUPLE AU MARK ALLEMAND
SITUATION UN AN PLUS TARD**

Ce dossier a été établi par :
Pol BERNARD,
Catherine STREEL,
Francis BOSSIER.

7 mai 1991.

Avant-propos

Le présent dossier a été établi dans le but de rassembler, assez rapidement, une documentation chiffrée sur deux thèmes importants pour l'économie belge :

- *L'évolution des exportations et des importations de biens et de services - La balance commerciale et la balance des paiements.*
- *Le franc belge couplé au mark allemand - Situation un an plus tard.*

Contrairement aux "Planning Papers" habituels publiés par le Bureau du Plan - qui rendent compte des travaux d'analyse et de prévision effectués exclusivement au Bureau - ce dossier s'appuie, en partie, sur des documents publiés par d'autres sources. Ceux-ci permettent de présenter synthétiquement l'évolution récente de certains aspects des deux thèmes traités; nous les avons accompagnés d'un commentaire.

Néanmoins, la majeure partie de l'apport documentaire est originale et trouve sa source dans les travaux propres du Bureau du Plan (base de données et modèle HERMES; analyses du commerce extérieur; conséquences de la réunification allemande; ...).

En tout état de cause, l'objectif n'est pas de dégager les responsabilités respectives des divers facteurs pouvant expliquer les évolutions observées. On s'est limité à réunir et à présenter, sous forme de fiches, une information de base qui puisse contribuer à l'établissement d'un diagnostic.

1er Thème :
EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX
EVOLUTION DES COMPTES EXTERIEURS
BALANCE COMMERCIALE ET BALANCE DES PAIEMENTS

Liste des fiches :

A. Fiches relatives à l'U.E.B.L. (sans prévisions)

- Fiche n° 1 - La place du commerce extérieur de l'U.E.B.L. dans le commerce mondial de marchandises.
Source : GATT (tableau) - Commentaire
- Fiche n° 2 - Evolution des exportations, des importations, du solde commercial et de la structure des exportations de BIENS de l'U.E.B.L.
Sources : I.N.S. et Bureau du Plan (note B. Kahn).
- Fiche n° 3 - Comparaison de la structure des exportations de huit pays très industrialisés et de la CE-12
Sources : Eurostat, O.C.D.E. et Bureau du Plan (note B. Kahn).
- Fiche n° 4 - Balance commerciale, balance des opérations courantes et balance des paiements de l'U.E.B.L.
Sources : B.N.B.

B. Fiches relatives à la BELGIQUE (avec prévisions)

Source : Bureau du Plan; Base de données (en système S.E.C.) et modèle HERMES

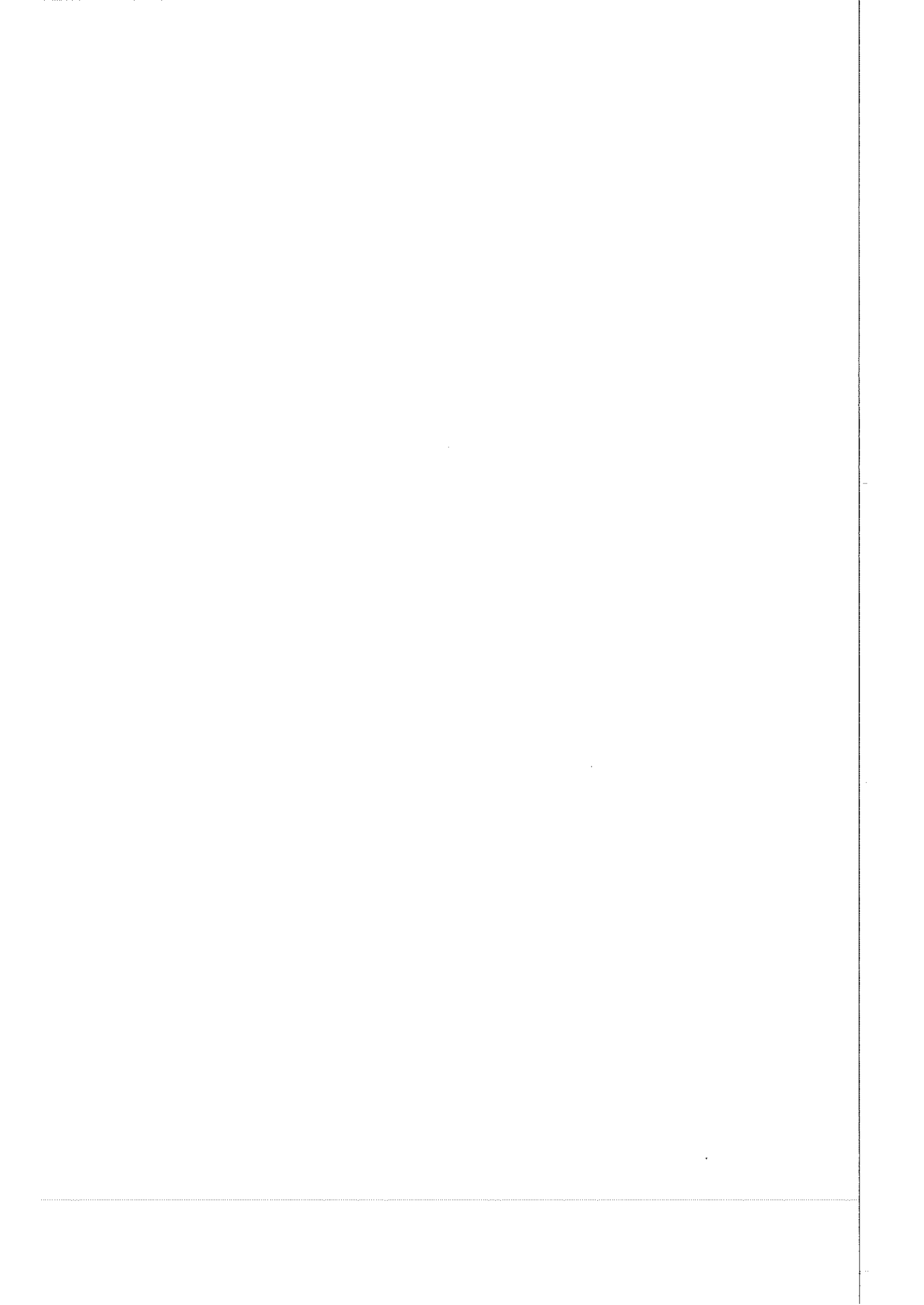
- Fiche n° 5 - Balance exportations-importations de BIENS et SERVICES. Soldes de huit secteurs producteurs (milliards de F.B., prix courants) (tableau 10).
- Fiche n° 6 - Exportations et importations à prix courants; En % du P.I.B. (tableau 16).
- Fiche n° 7 - Exportations et importations ; Volumes (en milliards de francs de 1980) - Taux de croissance annuels moyens (tableau 17).
- Fiche n° 8 - Structure des exportations et des importations de biens et de services. En % , sur base des prix courants (8 secteurs de HERMES; tableaux 8 et 9).

2ème Thème :
LE FRANC BELGE COUPLE AU MARK ALLEMAND
SITUATION UN AN PLUS TARD

Liste des fiches :

Introduction

- Fiche n° 1 - Comparaison de l'évolution des taux de change F.B./\$ et DM/\$.
Moyennes mensuelles de décembre 1988 à mars 1991.
Sources : F.M.I.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 2 - Evolution de la position des monnaies à l'intérieur du mécanisme de change du SME : 1989 et 1990.
Sources : B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 3 - Différentiels de taux d'intérêt Belgique-Allemagne. Taux à court et à long terme.
Evolution de 1980 à 1990 : moyennes annuelles.
Evolution des moyennes mensuelles de janvier 1989 à mars 1991.
Sources : F.M.I., B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 4 - Comparaison de l'évolution des prix à la consommation en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas.
Moyennes annuelles de 1980 à 1990.
Chiffres mensuels de janvier 1989 à mars 1991.
Sources : F.M.I., B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 5 - Contribution des coûts intérieurs et des coûts importés à la croissance du déflateur des dépenses finales en Belgique. Taux annuels de 1980 à 1991 (1990 et 1991 : prévisions).
Source : Bureau du Plan, HERMES.



1er Thème :
EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX
EVOLUTION DES COMPTES EXTERIEURS
BALANCE COMMERCIALE ET BALANCE DES PAIEMENTS

Liste des fiches :

A. Fiches relatives à l'U.E.B.L. (sans prévisions)

- Fiche n° 1 - La place du commerce extérieur de l'U.E.B.L. dans le commerce mondial de marchandises.
Source : GATT (tableau) - Commentaire
- Fiche n° 2 - Evolution des exportations, des importations, du solde commercial et de la structure des exportations de BIENS de l'U.E.B.L.
Sources : I.N.S. et Bureau du Plan (note B. Kahn).
- Fiche n° 3 - Comparaison de la structure des exportations de huit pays très industrialisés et de la CE-12
Sources : Eurostat, O.C.D.E. et Bureau du Plan (note B. Kahn).
- Fiche n° 4 - Balance commerciale, balance des opérations courantes et balance des paiements de l'U.E.B.L.
Sources : B.N.B.

B. Fiches relatives à la BELGIQUE (avec prévisions)

Source : Bureau du Plan; Base de données (en système S.E.C.) et modèle HERMES

- Fiche n° 5 - Balance exportations-importations de BIENS et SERVICES. Soldes de huit secteurs producteurs (milliards de F.B., prix courants) (tableau 10).
- Fiche n° 6 - Exportations et importations à prix courants; En % du P.I.B. (tableau 16).
- Fiche n° 7 - Exportations et importations ; Volumes (en milliards de francs de 1980) - Taux de croissance annuels moyens (tableau 17).
- Fiche n° 8 - Structure des exportations et des importations de biens et de services. En % , sur base des prix courants (8 secteurs de HERMES; tableaux 8 et 9).

Fiche n° 1

LA PLACE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. DANS LE COMMERCE MONDIAL DE MARCHANDISES

Voir le tableau à la page suivante (GATT, 19 mars 1991)

Commerce en valeur, exprimé en dollars US

En 1990, tant pour ses exportations que pour ses importations de marchandises, l'U.E.B.L. s'est classée au **9ème rang** mondial. Elle a **progressé d'un rang**; elle occupait en effet le 10ème rang depuis plusieurs années⁽¹⁾.

L'U.E.B.L., pour ses exportations (118 milliards de \$ soit 3,4 % du total mondial), suit **directement** les plus grands pays développés (Etats-Unis, Japon, Canada) et les grands pays européens (Allemagne, à nouveau 1er exportateur mondial en 1990). Elle précède l'U.R.S.S. pour les exportations⁽²⁾ (mais non pour les importations, qui sont à peu près équivalents à celles de l'U.E.B.L.) mais elle est nettement dépassée par un autre "petit" pays, les Pays-Bas (134 milliards de \$).

Exprimée en \$ courants, la croissance des exportations de l'U.E.B.L. atteint 18,5 % en 1990, soit nettement plus que le taux de croissance des 25 premiers pays commerçants repris dans le tableau (+13,5 %) ou que la progression des exportations mondiales totales (+13 %).

On sait toutefois que la croissance, en F.B., des exportations de l'U.E.B.L. a été **nulle** en 1990.

La progression citée plus haut est donc essentiellement à mettre à l'**actif de la dépréciation du \$** par rapport au F.B. (-15,2 % sur base des taux de change annuels moyens).

On notera encore que **les importations** de l'U.E.B.L. **ont crû davantage** (+22,5 % en \$; +3,0 % en F.B.) que ses exportations ce qui constitue une inversion des tendances observées en 1989.

(1) En 1973, elle se classait toutefois au 8ème rang mondial. Ce recul n'est pas anormal compte tenu de la forte expansion des exportations d'un nombre non négligeable de pays d'industrialisation plus récente et même de certains P.V.D. Il est néanmoins certain que pendant plus de dix ans l'U.E.B.L. a perdu des parts de marché au profit de grands concurrents industrialisés.

(2) La progression d'un rang des exportations de l'U.E.B.L. en 1990 est due avant tout au recul de deux rangs des **exportations** de l'U.R.S.S. (celle-ci conserve toutefois le 8ème rang pour ses importations). Néanmoins, en un an, la part de l'U.E.B.L. dans le commerce mondial, exprimé en \$ US, a augmenté de 3,2 à 3,4 %.

Tableau 4

Commerce mondial des marchandises: principaux exportateurs et importateurs, 1990
(En milliards de dollars et en pourcentage)

Rang	1990			Variation annuelle		1990			Variation annuelle	
	1989	1990	Part	1989	1990	1989	1990	Part	1989	1990
		EXPORTATEURS	Valeur			IMPORTATEURS	Valeur			
1	1	Allemagne ^a	421	-	-	Etats-Unis	515	14,3	7½	4½
2	2	Etats-Unis	394	13	8½	Allemagne	356	9,9	-	-
3	3	Japon	286	3½	4½	France	234	6,5	8	21½
4	4	France	216	7	20½	Japon	234	6,5	12	11½
5	5	Royaume-Uni	185	5,3	21½	Royaume-Uni	224	6,2	4½	13½
6	6	Italie	170	10	21½	Italie	182	5,1	10½	19
7	7	Pays-Bas	134	3,9	24½	Pays-Bas	127	3,5	5	22
8	8	Canada	131	3,8	8½	URSS ^{b,c}	121	3,4	7	5
9	9	Belgique-Luxembourg	118	3,4	18½	Belgique-Luxembourg	120	3,3	6½	22½
10	10	URSS ^{b,c}	103	3,0	-5½	Canada	119	3,3	6½	-1
11	11	Hong Kong ^d	82	2,4	12	Espagne	88	2,4	18	23½
12	12	Taiwan	67	1,9	9½	Hong Kong	82	2,3	13	14
13	13	Corée, Rép. de	65	1,9	2½	Suisse	70	1,9	3	21
14	14	Suisse	64	1,8	1½	Corée, Rép. de	70	1,9	18½	13½
15	15	Chine	62	1,8	10½	Singapour	61	1,7	13	22
16	16	Suède	58	1,7	3½	Taiwan	55	1,5	5½	4½
17	17	Espagne	56	1,6	10½	Suède	54	1,5	7½	11
18	18	Singapour	53	1,5	17½	Chine	54	1,5	7	-8½
19	19	Mexique ^e	42	1,2	15	Autriche	49	1,4	7½	24½
20	20	Autriche	41	1,2	28	Australie	42	1,2	24½	-7
21	21	Arabie Saoudite	39	1,1	17	Mexique ^g	41	1,1	23½	20
19	22	Australie	38	1,1	14	Danemark	32	0,9	3	18½
24	23	Danemark	35	1,0	1½	Thaïlande	32	0,9	23½	25½
26	24	Norvège	34	1,0	21	Malaisie	29	0,8	35½	29
26	25	Bresil	31	0,9	2	Norvège	27	0,7	2	12½
		Total	2 925	84,3	7	Total	3 016	83,8	9	13½
		Monde	3 470	100,0	7½	Monde	3 600	100,0	8½	13½

^a Les chiffres correspondant à la valeur des exportations et des importations englobent l'ancienne République fédérale d'Allemagne et l'ancienne République démocratique allemande.

^b Etant donné les difficultés que pose la conversion en dollars des montants exprimés en monnaie nationale, les chiffres ne sont, au mieux, que très approximatifs.

^c Importations f.a.b.

^d y compris les réexportations. En 1990, elles se sont chiffrées à 53,0 milliards de dollars, contre 44,3 milliards en 1989.

^e y compris les réexportations. En 1990, elles se sont chiffrées à 18,0 milliards de dollars, contre 16,4 milliards en 1989.

^f y compris une part substantielle d'importations pour la réexportation.

^g y compris les estimations des courants d'échanges passant par les zones de perfectionnement.

Fiche n°2

EVOLUTION DES EXPORTATIONS, DES IMPORTATIONS, DU SOLDE COMMERCIAL ET DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE BIENS DE L'U.E.B.L.

Voir graphiques 1 et 2B, joints.

Source : I.N.S., statistiques douanières; Bureau du Plan (note B. Kahn)

En valeur, après avoir régressé en 1986, et à peu près stagné en 1987, les exportations et les importations de biens de l'U.E.B.L. ont enregistré une croissance exceptionnelle en 1989 (atteignant le niveau de 3.943 milliards de francs). En 1990, la croissance des exportations a été nulle mais les importations ont encore progressé de 3 % (pour atteindre 4.002 milliards de francs).

Le **solde** commercial est passé d'un excédent de 59 milliards de francs en 1989 à un déficit de 59 milliards en 1990, soit une **dégradation de 118 milliards** (ce qui correspond à 3 % des exportations).

La balance favorable de 1989 faisait suite à trois années de soldes quasi nuls et à une douzaine d'années de déficits importants qui se sont surtout accentués à la suite de la 2ème crise pétrolière (maximum atteint en 1982 avec -260 milliards de francs, correspondant à 10,9 % de la valeur des exportations).

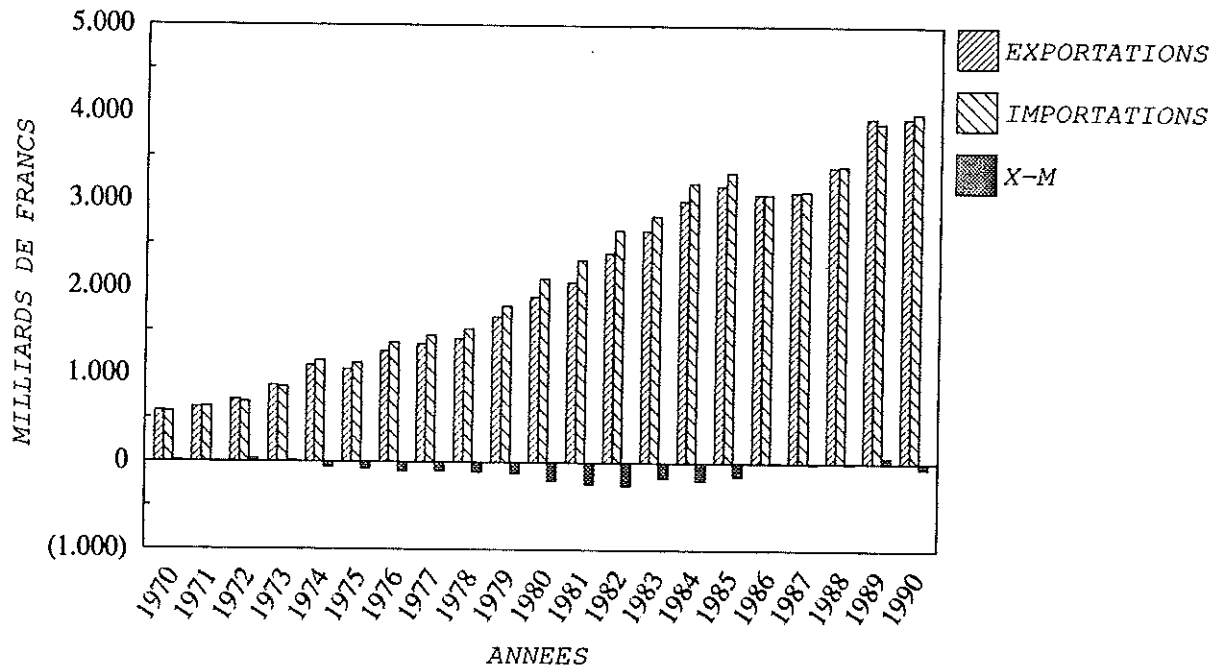
Quant à la **structure des exportations**, le graphique 2B montre bien que les quatre grandes catégories de biens **manufacturés** distinguées⁽¹⁾ représentent l'essentiel des exportations de l'U.E.B.L. : 93 % en 1989 et 1990 (tout comme en 1970), après être tombées à 84 % en 1981-1982.

La part des biens d'équipement et du matériel de transport, qui avait régressé au cours de la période, en particulier dans la première moitié des années '80, a pu récupérer par la suite (en particulier le matériel de transport).

Les biens de consommation ont assez régulièrement accru leur part tandis que les biens intermédiaires montrent une nette tendance à la réduction même s'ils conservent encore une place importante (environ 30 % en 1990).

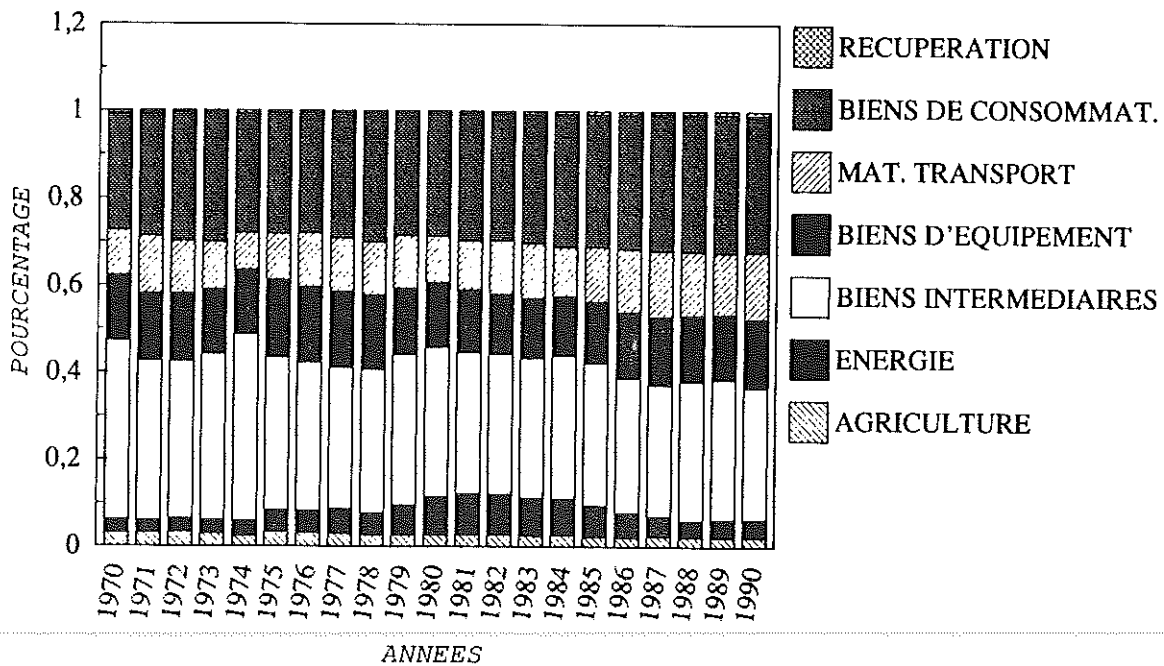
(1) Classification NACE-CLIO.

GR.1. EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'UEBL 1970-1990



sources: INS, Bureau du plan

GR.2B. REPARTITION DES EXPORTATIONS DE L'UEBL SELON LA NACE-CLIO 1970-1990



sources: INS, Bureau du plan

Fiche n° 3

COMPARAISON DE LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE HUIT PAYS TRÈS INDUSTRIALISÉS ET DE LA CE-12

Voir tableau et graphiques 15 A et B, joints.

Sources : Eurostat, O.C.D.E. et Bureau du Plan (note B. Kahn)

Classification : CTCl

Observons surtout **deux catégories** de produits **manufacturés, essentielles** pour les pays très développés : "Machines et matériel de transport" ainsi que "Articles manufacturés divers, non compris les n.d.a."⁽¹⁾.

Le tableau joint classe, **pour 1989**, les pays suivant la part décroissante revenant aux "**Machines et matériel de transport**" (Col.1), puis la part cumulée des deux secteurs ci-dessus (Col.2). La 3ème colonne fait le classement suivant la part totale de l'industrie manufacturière (hors produits alimentaires et boissons-tabacs).

La faible part des exportations de machines et matériel de transport de l'U.E.B.L. est un reflet de sa structure productive où les industries transformatrices de matières premières (CTCl : 6; "Articles manufacturés (classés d'après la matière première)"), sont plus importantes qu'ailleurs. Ainsi, la part des exportations de ces dernières (32,9 %) est-elle beaucoup plus élevée que dans la CE-12 (18,9 %) et surtout qu'aux E.-U. (7,9 %) et au Japon (12,9 %)⁽²⁾. La part des exportations de produits chimiques est légèrement plus élevée que dans l'ensemble CE-12 (13,7 % contre 12,0 %).

(1) C'est-à-dire les deux tranches supérieures des colonnes des graphiques.

(2) Les exportations de produits métallurgiques par l'U.E.B.L. ont régressé de 13,4 % en 1990.

**Parts de secteurs MANUFACTURIERS
dans les EXPORTATIONS totales de 8 pays et de la CE-12 en 1989**

En %; classés par ordre décroissant

Machines et mat. transp. (CTCI : 7) (1)	(1) + Art. manif. divers (CTCI : 7 + 8) (2)	Tot. ind. manufact. (hors ind.aliment.) (CTCI : 5 à 8) (3)
Japon 70,4 %	Japon 78,7 %	Japon 96,9 %
Allemagne 48,7	Italie 59,7	Allemagne 90,8
Etats-Unis 42,9	Allemagne 59,5	Italie 89,3
France 39,6	Etats-Unis 52,3	CE-12 80,9
Royaume-Uni 39,1	Royaume-Uni 52,3	U.E.B.L. 79,4
CE-12 37,7	CE-12 50,0	France 79,2
Italie 36,9	France 49,3	Royaume-Uni 79,0
U.E.B.L. 25,3	U.E.B.L. 32,8	Etats-Unis 70,7
Pays-Bas 22,0 *	Pays-Bas 30,1 *	Pays-Bas 59,8 *

L'adjonction des "articles manufacturés divers" (Col.2) ne modifie pas la position de l'U.E.B.L. ni de la CE-12 dans le classement.

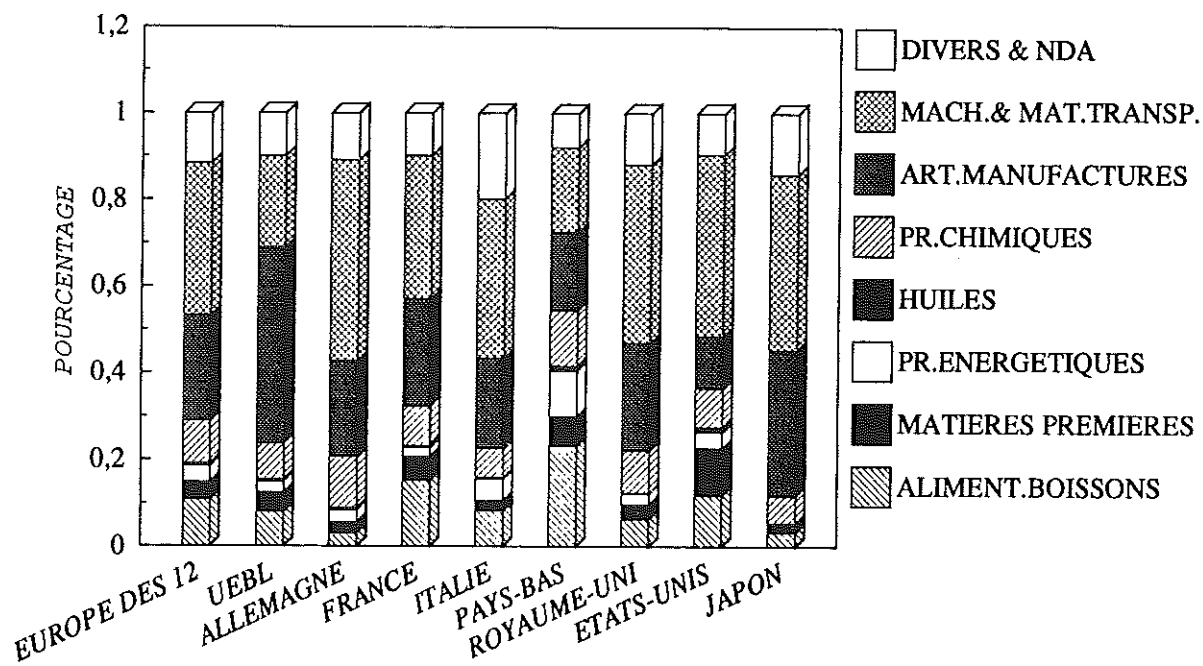
L'évolution structurelle (importante) de 1970 à 1989 peut être observée à partir du graphique 15 A.

(*) Les parts relativement plus faibles des Pays-Bas s'expliquent d'abord par l'importance exceptionnelle des "Produits alimentaires" et "Boissons-tabacs" (total pour les deux : 19,6 % contre 10 % dans la CE-12 et aux Etats-Unis ainsi que 0,6 % au Japon). La section 3 "Produits énergétiques" est aussi plus importante : 9,6 % contre 3,3 % pour la CE-12.

GR.15. STRUCTURE COMPAREE DES EXPORTATIONS

(selon les sections CTIC)

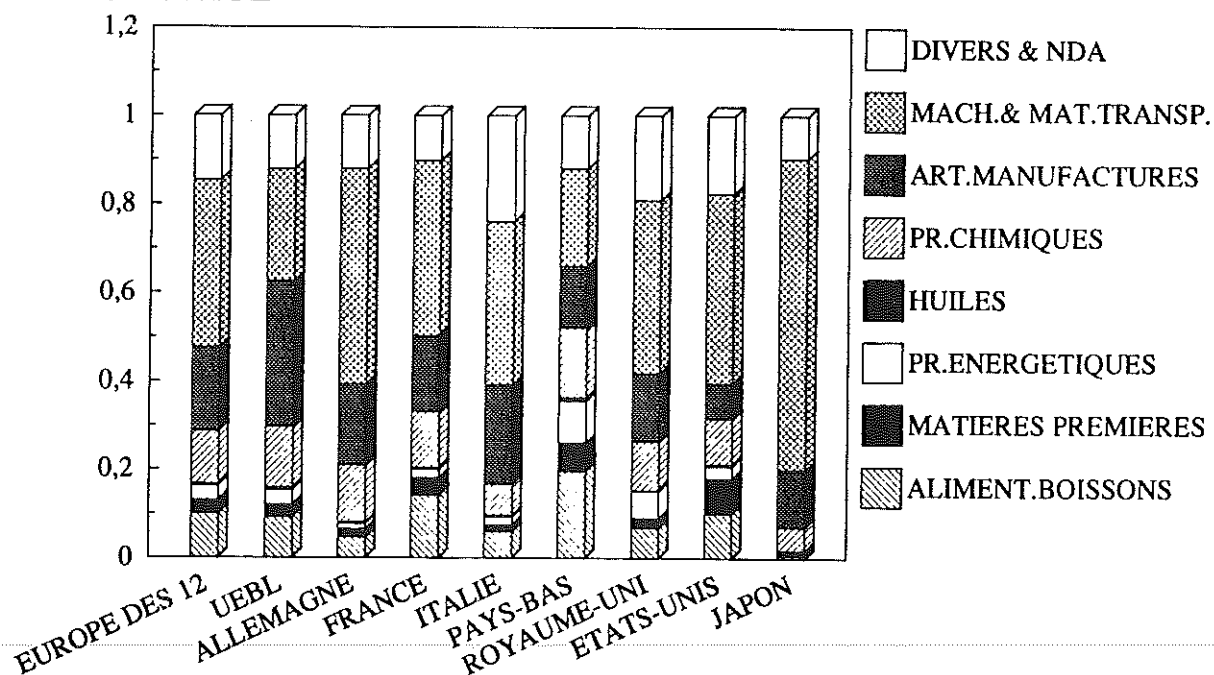
A. 1970



Sources : Eurostat, OCDE, Bureau du Plan

B. 1989

POURCENTAGE



Fiche n° 4

BALANCE COMMERCIALE, BALANCE DES OPERATIONS COURANTES ET BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.

Voir, en annexe, deux feuilles des "Indicateurs économiques" de la B.N.B.
(du 22.03.1991; feuilles 1 et 9)

A. Balance COMMERCIALE de l'U.E.B.L.

Nous avons déjà observé (v. fiche 2) l'évolution du solde du commerce de marchandises; Il se retrouve en haut du tableau 1 de la B.N.B., de 1984 à 1990, avec un déficit de 59 milliards de francs en 1990⁽¹⁾.

La **décomposition** des évolutions **en prix et en volume** (l'encadré) montre que les exportations en volume ont augmenté de 3,1 % en 1990 et que la croissance nulle observée en valeur est imputable à une **baisse de prix de 3 %** (valeur unitaire moyenne), alors que le **prix des importations n'a diminué que de 1,9 %**. Les termes d'échange ont donc faibli de 1,1 %.

On notera encore que, en volume également, les importations ont crû (+5,0 %) davantage que les exportations.

B. Balance des OPERATIONS COURANTES (B.N.B., feuille 1, 3ème partie)

1. Pour les **BIENS et SERVICES**, le solde est **chaque année positif** et systématiquement **beaucoup plus élevé** que le solde des marchandises (en 1989, **+224 milliards**, sur base de caisse, contre +59 milliards pour le solde commercial; même en 1984, le solde des transactions sur biens et services était positif de 49 milliards alors que la balance commerciale était gravement négative, -204 milliards). **En 1990**, le solde des biens et services aurait quelque peu augmenté et atteindrait : **+239 milliards**.

(1) Sur base des statistiques douanières de l'I.N.S. On peut en outre constater que l'énergie présente, en 1990, un **solde négatif de 183 milliards** (en hausse de 21 milliards par rapport à 1989, **ce qui est peu** vu la "crise du Golfe"). En 1984, ce déficit était du double (-358 milliards). Les produits **manufacturés** sont une composante positive essentielle de la balance commerciale. Leur solde a toutefois baissé de près de 100 milliards de francs en 1990 par rapport à 1989.

Le solde des transactions **sur services** sensu stricto, toujours **largement positif**, est responsable pour partie de la situation beaucoup plus favorable de la balance des biens et services⁽¹⁾.

D'autres postes importants entrent encore en ligne de compte dans la balance des biens et services (outre le travail à façon et les opérations d'arbitrage présentés dans la note (1)). Il s'agit notamment des soldes des "déplacements à l'étranger" (-50 milliards en 1989), des "revenus de placements et d'investissements" (+50 milliards en 1989), des "transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs" (+92 milliards en 1989)⁽²⁾.

2. Pour passer à la **balance des opérations courantes**, il faut tenir compte des **transferts** privés et publics. Les transferts **publics** sont de loin plus importants; ils s'élevaient à **-78 milliards de francs** en 1989 (privés : + 2 milliards). Le solde des transferts varie peu en 1990 (-73 milliards).

Le **solde des opérations courantes** reste néanmoins **très positif** : +166 milliards en 1990 (provisoire) contre +147 en 1989 et +122 milliards en 1988 (mais -2 milliards en 1984).

C. Balance générale des PAIEMENTS

L'écart entre la balance des opérations **courantes** et la balance **des paiements** est constitué par le solde des **mouvements de capitaux**.

Le mouvement des capitaux **des pouvoirs publics** est nettement inférieur au mouvement des capitaux **des entreprises et particuliers** même si les soldes sont d'ampleur plus ou moins comparable, mais **de signe différent jusqu'en 1989**.

- (1) Il n'est malheureusement pas possible, dans les tableaux de la balance des paiements, publiés dans les Bulletins mensuels de la B.N.B., d'identifier clairement le solde des services. En outre, dans le dernier Bulletin (février 1991), les chiffres pour l'ensemble de l'année 1990 ne sont pas encore publiés. Signalons encore que le **Solde des opérations sur exportations et importations de marchandises** de la B.N.B. (base de caisse) est **très différent du solde commercial** selon la statistique douanière de l'I.N.S., comme on peut le voir sur le petit tableau ci-dessous.

Solde des exportations et importations de **marchandises** - en milliards de F.B.

	1988	1989	1990 (9 mois)
I.N.S. (statistique douanière)	-11.2	+59.2	-55.2
B.N.B. (base de caisse) (*)	+41.3	+36.0	+5.7
Différence I.N.S./B.N.B.	-52.5	+23.2	-60.9

(*) N.B. Ces écarts ne se réduisent pas si l'on prend les chiffres B.N.B. sur base des transactions au lieu de caisse. La comparaison des deux sources est donc très délicate.

En outre, pour obtenir le **Solde des transactions sur marchandises**, il faut **ajouter** au Solde des exportations et importations le solde du **travail à façon** (+53 milliards en 1988, +63 en 1989 et +50 milliards, pour 9 mois, en 1990) ainsi que le solde des **opérations d'arbitrage** (+20 milliards en 1988, +19 en 1989 et +39 milliards, pour 9 mois, en 1990). On peut constater que ce dernier poste a augmenté notablement en 1990.

- (2) Le fort excédent des "transactions des pouvoirs publics" traduit l'apport bénéfique résultant notamment de l'implantation d'institutions internationales sur le territoire de l'U.E.B.L.

Solde des mouvements des capitaux

	1988	1989 (*)	1990 (9 mois)(*)
- Mouvement des capitaux des pouvoirs publics	+86,5	+72,7	+15,1
- Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	-41,7	-113,6	+115,9
- Mouvement total	+44,8	-40,9	+131,0

(*) Chiffres provisoires

Le résultat de 1990 (9 mois) s'annonce donc très différent de celui de 1989 avec un renversement important du solde des mouvements des capitaux des entreprises et particuliers qui passe de -114 milliards à +116 milliards.

Regardons de plus près les mouvements des capitaux du secteur privé.

	1988	1989(*)	1990 (9 mois)(*)
- Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger	-503,6	-835,0	-289,3
- Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.	+435,0	+745,8	+450,7
- Soldes	-68,6	-89,2	+161,4

(*) Chiffres provisoires.

L'année 1989 s'était caractérisée par une **forte augmentation** des investissements et placements, **dans les deux sens**, le solde négatif ne se creusant que de 20,6 milliards de francs.

En 1990 (9 mois), les tendances sont inverses. Le flux négatif des investissements belgo-luxembourgeois à l'étranger s'est **très fortement réduit** tandis que les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. ont augmenté moins. Résultat : le **solde** de ces mouvements **privés** de capitaux est devenu **très positif**, +161,4 milliards (9 mois) contre un solde de -89,2 pour l'année 1989.

Les **valeurs mobilières** ont participé à cette tendance. Selon la dernière note de la B.N.B. relative à la balance des paiements (15 avril 1991), le **solde** des valeurs mobilières aurait évolué comme suit :

Année 1988 : -138 milliards de francs
 Année 1989 : -206 milliards de francs
 Année 1990 : +64 milliards de francs

ce qui constitue un **renversement de tendance essentiel**.

Au total, la balance des **paiements** atteindrait les montants suivants :

Année 1988 :	+162,2 milliards de francs
Année 1989 :	+92,4 milliards de francs
1990 (9 mois) :	+157,5 milliards de francs.

D. Balance des REGLEMENTS OFFICIELS

Cette dernière balance **ne prend plus en compte** certaines opérations au comptant avec l'étranger, à savoir celles en monnaies étrangères des banques résidentes ainsi que, depuis quelques années, des établissements de crédit du secteur public et des banques d'épargne, qui sont assimilés aux banques au lieu d'être considérés comme des entreprises non bancaires⁽¹⁾.

Le **solde** de cette balance a évolué de la manière suivante (voir aussi feuille 9 de la B.N.B., ligne encadrée) :

Année 1988 :	+7 milliards de francs
Année 1989 :	-54 milliards de francs
Année 1990	+41 milliards de francs
1991 (janvier + février) :	+1 milliard de francs (contre -8 pour janvier-février 1990).

(1) La B.N.B. publie (au tableau IX-5) une version de la balance des paiements qui diffère de celle établie selon les recommandations du F.M.I. "La raison en est que certaines opérations au comptant avec l'étranger, à savoir celles en monnaies étrangères des banques résidentes (élargi aux autres institutions assimilées) sont effectuées, pour la plupart, en contrepartie d'opérations de change au comptant avec des résidents non bancaires - pouvoirs publics ou entreprises et particuliers - ou d'opérations de change à terme avec ces résidents et des non-résidents...
... Le recensement, au tableau IX-5, des opérations mentionnées plus haut, en plus des opérations au comptant avec l'étranger, permet dès lors d'annuler les entrées ou sorties de capitaux qui sont enregistrées dans le chef des banques aux tableaux IX-1 à 4 et de les attribuer au secteur qui en a pris l'initiative : pouvoirs publics résidents, entreprises et particuliers résidents ou non-résidents. Cette façon de procéder a l'avantage de mieux refléter la réalité économique et de faciliter ainsi l'analyse de l'évolution des opérations en capital." (Bulletin de la B.N.B., octobre 1988, pp.5 et 6).

22.03.1991

	Chiffres annuels					Chiffres mensuels cumulés	
	84	85	86	87	88	89	90
(En milliards de BEF)							
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS							
(STATISTIQUES DOUANIERES) (1)							
Soldes (2)							
Produits énergétiques	-358	-342	-173	-166	-127	-162	-183p
Autres produits	+154	+192	+178	+156	+116	+221	+124p
Total	-204	-150	+5	-10	-11	+59	-59p
(Pourcentages de variation)							
Exportations (2) Volume	+ 4,6	+ 3,1	+ 4,9	+ 6,5	+ 6,2	+ 8,1	+ 3,1 p
Prix	+ 7,9	+ 2,7	- 7,6	- 5,2	+ 2,7	+ 7,9	- 3,0 p
Valeur	+ 12,9	+ 5,9	- 3,1	+ 1,0	+ 9,1	+ 16,6	0,0 p
Importations (2) Volume	+ 4,7	+ 2,3	+ 7,6	+ 7,5	+ 5,9	+ 6,9	+ 5,0 p
Prix	+ 8,2	+ 1,5	- 14,1	- 5,6	+ 3,0	+ 7,1	- 1,9 p
Valeur	+ 13,3	+ 3,8	- 7,6	+ 1,5	+ 9,1	+ 14,5	+ 3,0 p
(En milliards de BEF)							
SOLDES OPERATIONS COURANTES U.E.B.L.							
Caisse	+ 49	+ 65	+ 187	+ 160	+ 192	+ 224	+ 224
Biens et services	- 51	- 42	- 43	- 56	- 70	- 76	- 76
Transferts	- 2	+ 23	+ 144	+ 104	+ 122	+ 147	+ 147
Total	- 2	+ 23	+ 144	+ 104	+ 122	+ 147	+ 147
Transactions	+ 49	+ 83	+ 182	+ 159	+ 204	+ 217	n.d.
Biens et services	- 51	- 42	- 43	- 56	- 70	- 76	n.d.
Transferts	- 2	+ 41	+ 139	+ 103	+ 134	+ 141	+ 145 p
Total	- 2	+ 41	+ 139	+ 103	+ 134	+ 141	+ 145 p
(En % du P.I.B.)							
U.E.B.L.	- 0,1	+ 0,8	+ 2,6	+ 1,8	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,1
C.E.E. - 12 pays	(+ 0,3)	(+ 0,7)	(+ 1,5)	(+ 0,6)	(+ 0,3)	(0,0)	+ 1,7
							Source
							BMB : 02.1991
							OCDE : 12.1990
							CEE : 11.1990

(1) Source : I.N.S. Calculs : B.N.B.

(2) EXPORTATIONS : valeurs f.o.b. IMPORTATIONS : valeurs c.i.f. (les valeurs c.i.f. sont, en moyenne, supérieures de quelque 5 % aux valeurs f.o.b.).

 p : provisoire
n.d. : non disponible

22.03.1991

	Chiffres annuels				Chiffres mensuels cumulés	
	85	86	87	88	89	90
RESERVES DE CHANGE						
DETTE PUBLIQUE EN DEVISES (REMBOURSEMENT)						
Composition						
Réserves de change B.N.B.	- 8	+ 7	+ 81	+ 25	+ 12	+ 17
Dette publique en monnaies étrangères	- 32	- 58	- 35	- 19	- 66	+ 23
Remboursement (+) Emprunt (-)						
Total (1) Balance des règlements officiels :	40	- 51	+ 46	+ 7	- 54	+ 40-41
Contreparties (SUR BASE DE CAISSE)						
Opérations courantes	+ 23	+144	+104	+122	+147	+166
Autres opérations (2)	- 63	-195	- 58	-116	-202	-145-p- -105-p-
				-116	-201	-125
INDICATEURS DES MARCHES DES CHANGES						
SME						
Indicateur de divergence BEF (3)	+ 33	+ 48	+ 41	+ 50	+ 50	+ 16
Différentiels d'intérêts						
Euro BEF - Euro DEM (3 mois)	+ 4,3	+ 3,5	+ 3,1	+ 2,5	+ 1,7	+ 1,3
Cours de change effectif du BEF						
	(1975 = 100)					
Pondéré par les exportations	98,3	106,6	112,1	111,9	111,5	117,9
Pondéré par les importations	94,6	102,4	107,8	108,0	108,2	115,2
	19.03.90	18.03.91				
	115,7	118,2				
	115,8	121,0				
	Moyenne hebdomadaire					
	1990	1991				
	15.03	- 21.03				
	+ 29	- 21				
	+ 2,1	+ 0,2				

(1) Signe + : enrichissement de l'économie belge; signe - : appauvrissement.

(2) Opérations en capital du secteur privé, des entreprises publiques, des pouvoirs publics en BEF, ainsi que les erreurs et omissions.

(3) Rapport, en %, de l'écart entre le cours de l'ECU et le cours-pivot de l'ECU en BEF, d'une part, et l'écart maximal de divergence du BEF, d'autre part.

p : provisoire

Fiches n° 5 à 8

REMARQUES PRELIMINAIRES

Les fiches 5 à 8 ne concernent que la BELGIQUE (à l'exclusion du Grand-Duché de Luxembourg).

Les données historiques proviennent de la base de données du modèle HERMES (en comptabilité S.E.C.⁽¹⁾) et les prévisions à moyen terme ont été établies avec le modèle. Ces prévisions - et leurs hypothèses sous-jacentes - sont celles de l' "Actualisation de mars 1991 des Perspectives 1991-1995" (février 1991). Les chiffres pour l'année 1990 sont soit des estimations, soit des prévisions.

La ventilation sectorielle qui apparaît dans certains tableaux est celle du modèle HERMES (hors Etat et services non marchands).

(1) On sait que des écarts, parfois importants, existent entre les chiffres de la statistique douanière de l'I.N.S. (U.E.B.L.), de la balance des paiements de la B.N.B. (U.E.B.L.), de la Comptabilité nationale belge et des comptes S.E.C. pour la Belgique, pour des raisons méthodologiques ou autres. De ce fait, une comparaison stricte est souvent malaisée.

Fiche n° 5

BALANCE EXPORTATIONS-IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES

(Milliards de FB , prix courants)

Soldes de huit secteurs producteurs (tableau 10 ci-joint)

De 1975 à 1988, en F.B. courants, la balance des biens et services s'est **substantiellement améliorée**. Le solde total s'élevait à + 150 milliards en 1988.

L'évaluation pour 1990 indique un sensible repli (107 milliards) mais la **prévision** pour 1995 **s'avère favorable** puisque le solde atteindrait 216 milliards. ⁽¹⁾

Le déficit de l'**agriculture** s'alourdit régulièrement. **L'énergie**, par contre, après avoir atteint un déficit maximum de - 370 milliards en 1985, a réduit celui-ci de moitié dès 1986. Le minimum a été atteint en 1988 avec - 142 milliards. La situation internationale prévalant en 1990 et l'hypothèse modérée de prix du brut adoptée pour la prévision (20 dollars en termes réels) font remonter "la facture" énergétique à - 246 milliards en 1995.

Les **industries manufacturières**, après avoir engrangé un boni exceptionnel de 320 milliards en 1985, ont connu un fort repli (143 milliards en 1988) ; la prévision pour 1995 est très favorable : 292 milliards.

Les biens **intermédiaires**, qui dégagent historiquement le plus grand excédent, sont caractérisés par la **plus forte** tendance à la hausse (431 milliards en 1995). Les biens **d'équipement**, à l'opposé, **aggravent fortement leur déficit** (-263 milliards ; seule l'année 1985 fait exception à cette tendance). Quand au solde des biens de **consommation**, il s'est **détérioré** quasi régulièrement de **1985 à 1990**, tout en restant positif. La prévision indique une amélioration de l'ordre de 100 milliards à l'horizon 1995.

Le secteur des biens d'équipement semble donc devoir rester le plus grand point faible du commerce extérieur manufacturier de la Belgique. Notamment, parce que le **panier** de produits offerts à l'exportation ne semble pas toujours être bien adapté à la demande extérieure. Mais aussi, depuis plusieurs années, à cause de la **forte augmentation des importations** de biens d'équipement liée au très important effort d'investissement consenti par les entreprises belges, ce qui a aggravé le solde négatif.

Bien que ne représentant que environ 16 % des exportations et 9 % des importations de biens et services, ces dernières années, les services marchands dégagent un **solde commercial exceptionnellement favorable** (292 milliards en 1988) **et en forte croissance** ; celle-ci devrait se poursuivre entre 1990 et 1995 (408 milliards en fin de période). Les deux secteurs qui les composent participent à cette progression. La croissance des **transports et communications** s'est surtout affirmée entre 1980 et 1985 ; elle devrait se prolonger de 1991 à 1995. Les **autres services marchands** ont fort progressé entre 1975 et 1980 ; leur solde a stagné de 1985 à 1990 mais devrait repartir à la hausse.

(1) Dans les tableaux sectoriels, les importations comprennent les droits de douane ; ils ne sont par contre pas inclus dans les tableaux de balance générale.

**TABLEAU 10 – BALANCE EXPORTATIONS-IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES
(MILLIARDS DE FB, PRIX COURANTS)**

	1975	1980	1985	1988	1990	1995
1.AGRICULTURE	-50.5	-83.6	-143.0	-142.2	-159.4	-220.8
2.ENERGIE	-114.7	-212.4	-370.1	-142.3	-202.5	-245.8
3.INDUSTRIES MANUFACTURIERES	83.0	34.3	319.7	142.9	153.8	292.3
3.1.Biens intermédiaires	127.6	175.1	266.0	234.3	316.4	431.2
3.2.Biens d'équipement	-49.8	-88.3	-45.5	-130.2	-184.3	-263.0
3.3.Biens de consommation	5.2	-52.5	99.3	38.8	21.7	124.2
4.CONSTRUCTION	0.1	-2.6	1.7	-5	-8	-18.7
5.SERVICES MARCHANDS	87.2	176.0	262.0	291.6	315.4	408.4
5.1.Transports et communications	36.6	56.8	97.9	128.9	150.7	209.1
5.2.Autres services marchands	50.5	119.2	164.1	162.7	164.6	199.3
TOTAL	5.0	-88.3	70.3	149.5	106.6	215.5

Fiche n° 6
EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS A PRIX COURANTS
EN % DU P.I.B.

(tableau 16)

L'importance du commerce extérieur pour l'économie belge est bien connue de tous. Quelques chiffres élémentaires illustrent clairement l'emprise croissante de cette dépendance essentielle.

	1975	1988	1990(*)	1995
Exportations : en % du P.I.B.	53,7	72,3	76,3	88,4
Importations : en % du P.I.B.	53,3	69,0	73,9	84,9
Balance des exportations et des importations : en % du P.I.B.	0,4	3,4	2,4 (1)	3,6
en milliards de F.B.	9	186	149 (1)	307

(*) Estimations

(1) On notera le repli sensible de 1990; il semble devoir rester de la même importance en 1991 et 1992.

Le fait majeur est la **place dominante**, et aussi la forte croissance, **du commerce des biens** : il passe de environ 42 % en 1975 à 60 % du P.I.B. en 1990 et progresserait encore jusqu'à quelque 70 % en 1995.

La croissance du commerce extérieur **de services est plus forte** encore : quasi doublement entre 1975 et 1995 de sa part dans le P.I.B. Même si cette part est encore modeste (en 1990, 11,6 % pour les exportations et 6,6 % pour les importations), on a vu (fiche 5) que le **solde** qu'il permettait de dégager était **exceptionnellement important** : autour de **5 % du P.I.B.**, mais en légère baisse. En 1988 et 1990 (estimation), ce solde est d'environ **cinq fois** supérieur à celui du commerce de biens et de plus du **double du solde manufacturier**.⁽¹⁾

En part du P.I.B., le solde **énergétique** s'est fortement réduit à partir de 1986; en 1988, sa part était ramenée à un tiers seulement de celle de 1985.

Les dépenses extérieures des résidents et des non résidents sur le territoire ne sont pas négligeables mais se compensent largement.

(1) Voir fiche 5 : ce n'était pas le cas en 1985.

Il est vrai aussi que les exportations de services sont fort liées aux transactions sur biens (frais de transport et d'assurance pour les marchandises, commissions, services d'assistance technique, ...).

Parmi les **revenus de facteurs de et à l'étranger** relevons l'importance des **revenus autres** que ceux du travail : 11 à 12 % du PIB pour les revenus reçus et 13 à 14 % pour les revenus payés, en 1988-1990. Les deux **tendent à baisser**.

Enfin, la **balance des opérations courantes** de la BELGIQUE, après avoir atteint un maximum de 2 % du P.I.B. en 1986, s'est notablement **réduite** par la suite. Le résultat **reste** toutefois **positif** et est, en tout état de cause, beaucoup meilleur qu'entre 1980 et 1984. La balance devrait **se redresser** à partir de 1991 et remonter à 1,8 % du P.I.B. en 1995.

TABLEAU 16 – EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS A PRIX COURANTS (EN % DU P.L.B.)

	1975	1980	1985	1988	1990	1995
1.EXPORTATIONS	53.7	62.9	76.9	72.3	76.3	88.4
.biens	42.4	47.7	59.7	57.0	60.5	70.6
.services	7.8	8.9	10.6	11.1	11.6	13.6
.énergie	2.3	4.9	4.4	1.9	2.1	2.0
.consomption finale des ménages non résidents sur le territoire	1.2	1.3	2.2	2.3	2.0	2.3
2.IMPORTATIONS	53.3	65.4	74.3	69.0	73.9	84.9
.biens	40.1	48.2	55.0	56.1	59.6	68.7
.services	4.0	3.8	5.0	5.8	6.6	8.8
.énergie	7.3	11.1	12.2	4.5	5.3	4.8
.consomption finale des ménages résidents dans le reste du monde	1.9	2.3	2.1	2.5	2.4	2.5
3.BALANCE DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS	0.4	-2.5	2.5	3.4	2.4	3.6
.biens	2.3	-5	4.7	0.9	1.0	1.9
.services	3.8	5.1	5.5	5.3	5.0	4.7
.énergie	-5.1	-6.2	-7.8	-2.6	-3.2	-2.8
.tourisme	-7	-1.0	0.1	-2	-4	-2
4.REVENUS NETS DE FACTEURS DE L'ETRANGER reçus						
.revenus du travail	0.9	0.9	1.0	1.0	0.9	0.8
.autres	3.2	5.4	14.2	12.2	11.0	9.1
payés						
.revenus du travail	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4
.autres	3.4	6.6	16.4	14.1	12.7	10.5
5.AUTRES TRANSFERTS COURANTS	-1.0	-1.0	-6	-9	-9	-7
6.BALANCE DES OPERATIONS COURANTES	-1	-4.3	0.3	1.0	0.2	1.8

Fiche n° 7

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS : VOLUMES

Taux de croissance annuels moyens sur base des valeurs
en milliards de FB de 1980

(tableau 17)

Il est nécessaire d'observer en outre les croissances **en volume**, par période quinquennale, des grandes composantes des exportations de la Belgique.

De 1981 à 1985, les taux de croissance ont été les plus faibles. Toutefois, la très faible croissance des importations - liée en bonne partie à la politique des revenus appliquée dans le pays - a permis de redresser la balance des exportations-importations de **biens et services**.

La **période 1986-1990** est caractérisée, dans l'ensemble, par les **taux les plus élevés**. La croissance **des importations** a toutefois été **supérieure de 1.1 point** à celle des exportations. L'écart est un peu plus grand pour le commerce extérieur de biens et s'accroît encore (2.7 points) pour le commerce de services. Ces tendances sont à rapprocher de la dégradation - modérée - de la balance des exportations et des importations observable entre 1986 et 1990.

Les prévisions **1991-1995** se situent dans une **tendance très proche** de celle de la période quinquennale 1986-1990, tout en demeurant en léger retrait. La croissance des exportations et des importations totales et celle de biens devraient toutefois être beaucoup plus équilibrées. L'exception la plus importante concerne les services ; leur balance commerciale n'en serait cependant guère affectée (voir fiches 5 et 6).

TABLEAU 17 – EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS : VOLUMES
(EN MILLIARDS DE FRANCS DE 1980) Taux de croissance moyens

	80/75	85/80	90/85	95/90
1.EXPORTATIONS	6.1	2.5	6.6	6.3
.biens	6.0	2.9	6.8	6.5
.services	6.3	3.3	6.5	6.7
.énergie	7.4	-6.0	5.7	2.3
.consomption finale des ménages non résidents sur le territoire	3.2	11.2	1.3	6.6
2.IMPORTATIONS	6.3	0.4	7.7	6.3
.biens	7.5	1.0	8.1	6.6
.services	3.6	4.7	9.2	8.8
.énergie	3.2	-4.3	5.1	2.5
.consomption finale des ménages résidents dans le reste du monde	5.4	-1.3	5.7	4.3

Fiche n° 8

STRUCTURE DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES

En %, sur base des prix courants
Huit secteurs de HERMES

(voir tableaux 8 et 9)

EXPORTATIONS (tableau 8)

Les exportations de **produits manufacturés** représentent, de façon quasi continue, **77 à 78 %** des exportations totales de la Belgique. Cette part augmenterait encore quelque peu jusqu'en 1995.

Les exportations de **biens intermédiaires** ont légèrement dominé les deux autres catégories de manufacturés dans le passé. Mais, en 1988-1990 les parts des trois catégories sont devenues à peu près égales et devraient le rester à l'horizon 1995. La croissance des parts des **biens d'équipement** et des **biens de consommation** a donc été plus forte, en particulier depuis le milieu des années '80.

Les **services marchands**, dont la part s'est réduite quelque peu entre 1975 et 1985, regagnent du terrain à partir de 1986 et leur part devrait se stabiliser à **15,7 %**. Les **transports et communications** représentent un peu plus d'un tiers, leur part n'a toutefois augmenté que très légèrement jusqu'en 1988-1990; elle se tasserait par la suite. Les **autres services marchands** - près des deux tiers - après avoir connu une régression, affichent une croissance plus nette de 1985 à 1990. Leur part se maintiendrait à ce niveau de 1992 à 1995.

IMPORTATIONS (tableau 9)

Les **produits manufacturés** restent la **composante majeure** des importations totales de la Belgique (77 à 78 % en 1988-1990). Leur part dans les importations a toutefois **beaucoup plus augmenté** que leur part dans les exportations : de 70 % de 1975 à 1985 à environ 77,5 % en 1988-1990; cette part se maintiendrait en prévision.

La catégorie des **biens d'équipement** est dominante dès 1975. Sa part se stabiliserait à près de **31 %** de 1990 à 1995. L'écart est donc grand par rapport à la part qu'ils occupent dans les exportations.

La part des **biens intermédiaires** est la moins importante, elle croît lentement, de 20 % en 1987 à **21 %** en 1995. Quant aux **biens de consommation**, leur part a progressé entre 1975 et 1980 puis régressé dans la période suivante. Ils reprennent dès 1986 et se stabilisent à près de **26 %** jusqu'en 1995.

Ces évolutions sont évidemment à mettre en relation avec celle de la **part de l'énergie** qui atteint un **maximum de 17,3 %** des importations totales en 1980⁽¹⁾. On sait que cette part a chuté dès 1986 pour atteindre un **minimum en 1988 (6,7 %)**. Après une remontée d'un point en 1989, elle se maintiendrait **autour de 6,5-6 %** jusqu'en 1995.

La part des importations **agricoles** est aussi plus importante que leur part dans les exportations (de l'ordre de 2,5 fois plus grande). Compte tenu de l'importance des importations d'énergie et de produits agricoles, la **part des services marchands** ne peut être que **plus réduite** que celle qu'ils occupent dans les exportations, d'autant plus que leur montant en valeur est également très inférieur.

Leur part a néanmoins **bien progressé** : 7,6 % en 1975, 6,9 % en 1985, autour de 9 % en 1988-1990. La prévision indique que cette part **devrait continuer à croître** (10,6 % en 1995).

Les **autres services marchands** sont les plus importants et leur part a connu la **plus forte croissance**, après 1985. Cette progression devrait se poursuivre entre 1990 et 1995.

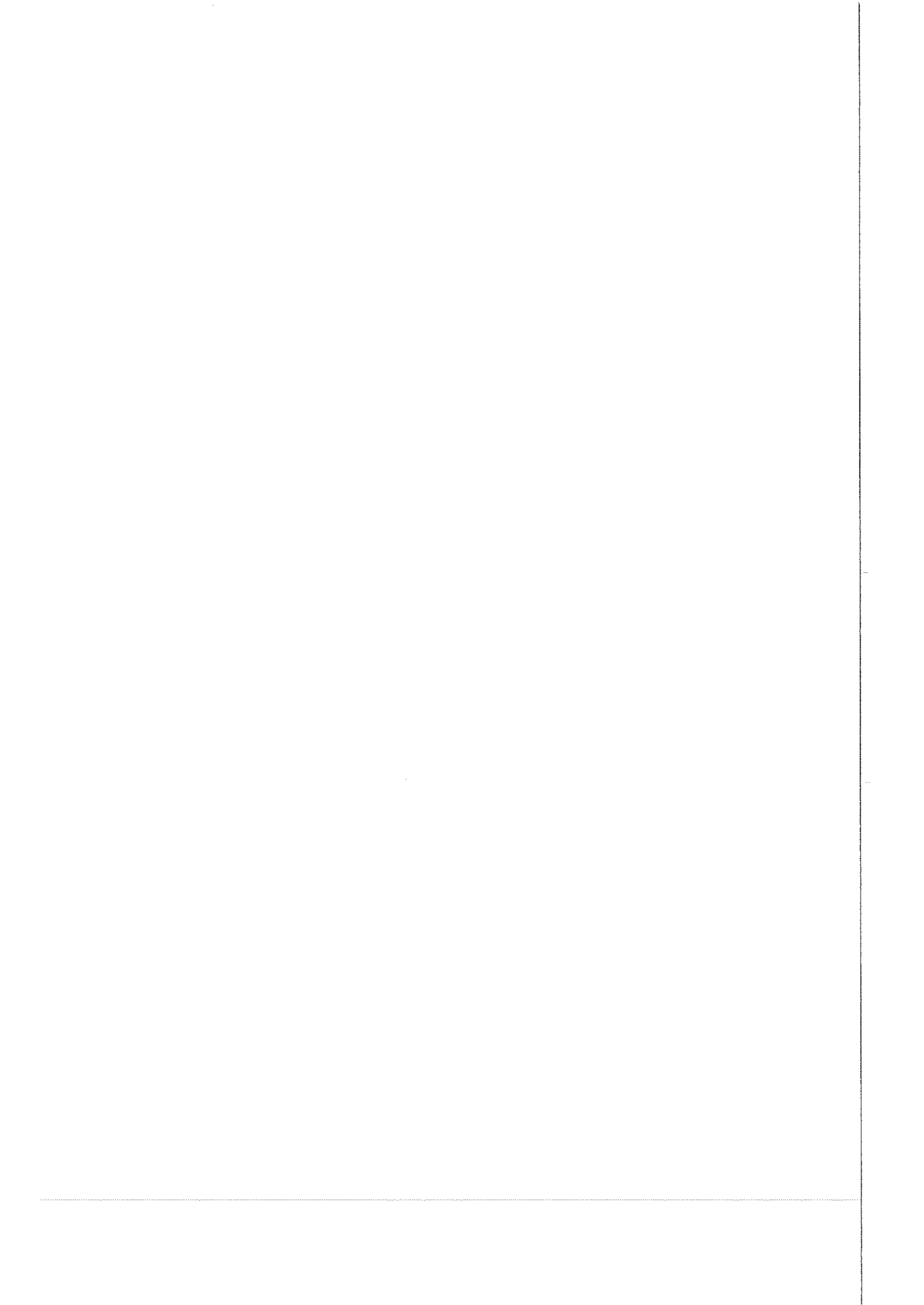
Conclusion

Le commerce extérieur de produits **manufacturés** reste la **composante essentielle, y compris dans la période de prévision**.

Les **services marchands augmentent leur part plus rapidement** mais ne représentent que 10 % environ des importations et 16 % des exportations. Cet écart entre les taux rappelle que les services permettent de dégager un **excédent très important**, du même ordre de grandeur que celui des biens intermédiaires.

La part de **l'énergie** dans les importations, redevenue plus modérée, ne devrait pas s'accroître à l'horizon 1995.

(1) Sa part dans les importations est évidemment beaucoup plus grande que celle qu'elle détient dans les exportations.



2ème Thème :
LE FRANC BELGE COUPLE AU MARK ALLEMAND
SITUATION UN AN PLUS TARD

Liste des fiches :

Introduction

- Fiche n° 1 - Comparaison de l'évolution des taux de change F.B./\$ et DM/\$.
Moyennes mensuelles de décembre 1988 à mars 1991.
Sources : F.M.I.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 2 - Evolution de la position des monnaies à l'intérieur du mécanisme de change du SME : 1989 et 1990.
Sources : B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 3 - Différentiels de taux d'intérêt Belgique-Allemagne. Taux à court et à long terme.
Evolution de 1980 à 1990 : moyennes annuelles.
Evolution des moyennes mensuelles de janvier 1989 à mars 1991.
Sources : F.M.I., B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 4 - Comparaison de l'évolution des prix à la consommation en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas.
Moyennes annuelles de 1980 à 1990.
Chiffres mensuels de janvier 1989 à mars 1991.
Sources : F.M.I., B.N.B.; Bureau du Plan.
- Fiche n° 5 - Contribution des coûts intérieurs et des coûts importés à la croissance du déflateur des dépenses finales en Belgique. Taux annuels de 1980 à 1991 (1990 et 1991 : prévisions).
Source : Bureau du Plan, HERMES.

Le franc belge couplé au mark allemand Situation un an plus tard

Introduction aux fiches n° 1 à n° 5

L'accrochage du franc belge au DM est à placer dans le même cadre que la réduction du pré-compte mobilier de 25 à 10 %, l'abandon du double marché des changes, la libéralisation du marché des capitaux et que la plus grande liquidité des instruments de la dette publique.

C'est une réforme des politiques financière et monétaire en profondeur. Son but est de renforcer la confiance dans le F.B. et de réduire les écarts de taux d'intérêt par rapport à l'Allemagne de manière, aussi, à alléger la charge des intérêts de la dette publique.

Il est certainement malaisé d'isoler l'impact spécifique des différentes mesures évoquées. C'est l'ensemble de ces dispositions, l'amélioration du climat de confiance ainsi que les conditions extérieures qui font que, jusqu'à présent, on peut considérer que la politique du franc fort est une réussite relative.

Fiche n° 1

COMPARAISON DE L'EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE F.B./\$ ET DM/\$

Moyennes mensuelles de décembre 1988 à mars 1991
(voir graphiques et tableau joints)

Sources : F.M.I.; B.N.B. (pour février et mars 1991)

De janvier à décembre 1989, l'évolution des taux de change F.B./\$ et DM/\$ a été très parallèle, dans l'ensemble.

Dès janvier 1990, le F.B. **commence à s'apprécier** par rapport au DM. **L'écart** des taux, exprimé **en indice** (base mai 1990 = 100), passe de 2 points en décembre 1989 à 1,2 point en février 1990. Cette tendance s'accroît en mars et en avril (écart ramené à 0,2 point). Sont intervenues durant cette période la réduction du précompte mobilier et la suppression du double marché des changes.

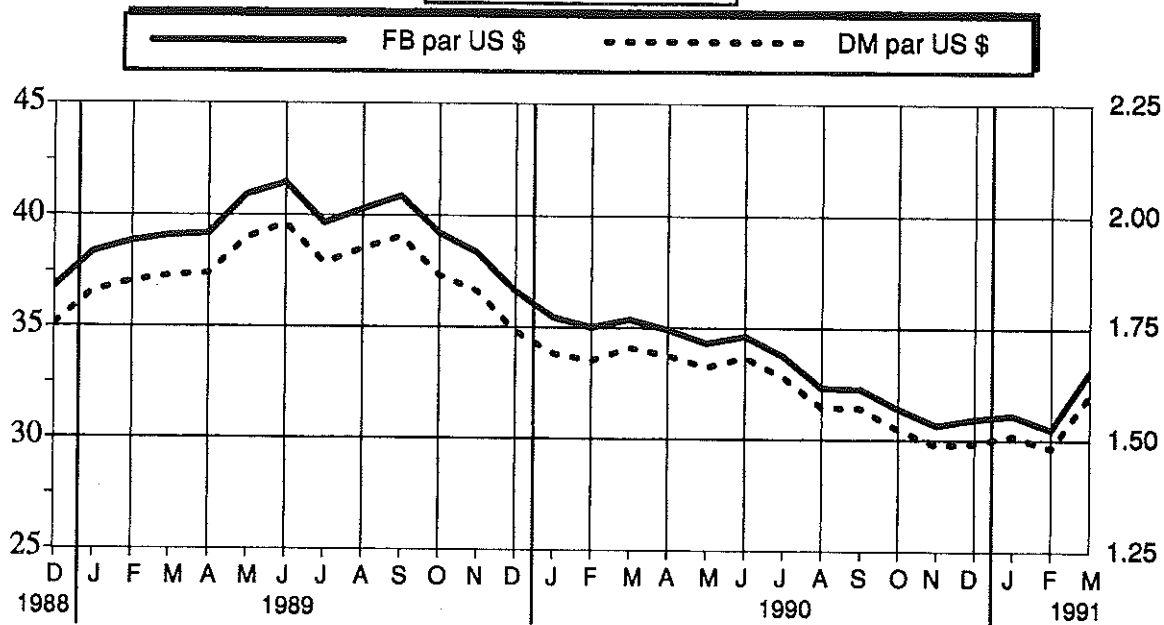
L'effet d'annonce de la nouvelle politique de change - plus ambitieuse : l'accrochage du F.B. au DM - voulue par les autorités monétaires se fait sentir rapidement car, **en mai et surtout en juin**, le **F.B. continue à s'apprécier** par rapport au DM vis-à-vis du dollar. L'évolution des deux monnaies reste pratiquement parallèle jusqu'en novembre 1990, **avec un très léger avantage pour le F.B.**

Il est vrai, également, que le DM a fait preuve d'une certaine faiblesse durant une bonne partie de l'année 1990, faiblesse liée aux incertitudes de la réunification allemande.

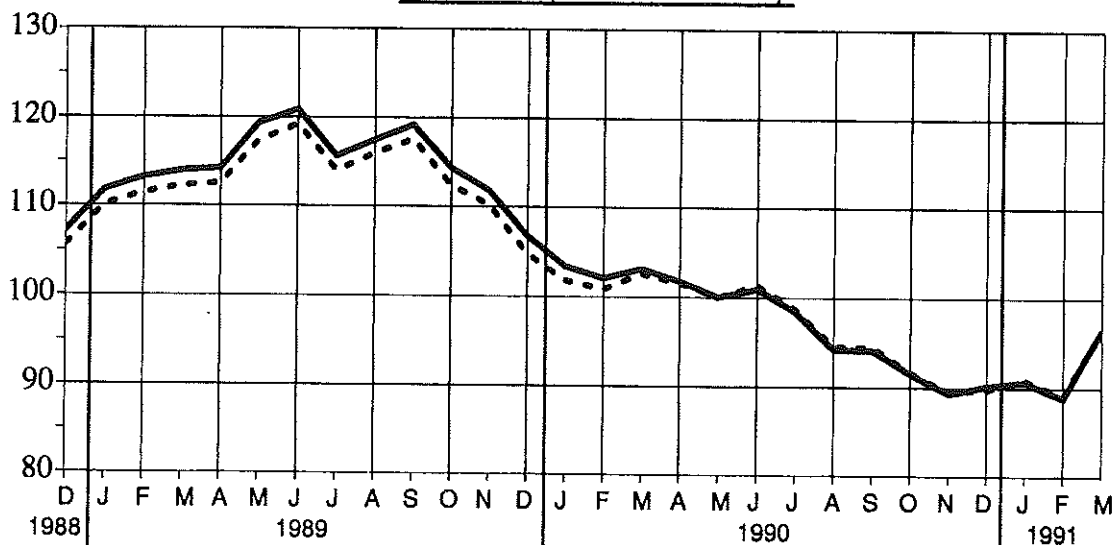
En décembre 1990, le DM se raffermi et repasse quelque peu au-dessus du F.B., suite au resserrement de la politique monétaire allemande. Par contre, le F.B. **s'apprécie mieux** que le DM en **janvier-février 1991**. En mars, toutefois, le DM régresse un peu moins que le F.B., face au \$.

COMPARAISON DE L'EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE

Moyenne mensuelle



En indice (mai 1990 = 100)



Source : FMI

Bureau du Plan, D.S.

EVOLUTION DES TAUX DE CHANGE

	<u>FB/\$</u>			<u>DM/\$</u>	
Dec-88	36.80	107.26		1.76	105.66
Jan-89	38.35	111.77		1.83	110.11
Feb-89	38.83	113.17		1.85	111.43
Mar-89	39.08	113.90		1.87	112.21
Apr-89	39.17	114.16		1.87	112.52
May-89	40.94	119.32		1.95	117.33
Jun-89	41.47	120.87		1.98	119.19
Jul-89	39.65	115.56		1.89	113.96
Aug-89	40.29	117.43		1.93	115.88
Sep-89	40.88	119.15		1.95	117.51
Oct-89	39.21	114.28		1.87	112.33
Nov-89	38.35	111.77		1.83	110.17
Dec-89	36.63	106.76		1.74	104.75
Jan-90	35.47	103.38		1.69	101.81
Feb-90	35.02	102.07		1.68	100.84
Mar-90	35.39	103.15		1.71	102.59
Apr-90	34.91	101.75		1.69	101.56
May-90	34.31	100.00	100	1.66	100.00
Jun-90	34.62	100.90		1.68	101.32
Jul-90	33.76	98.40		1.64	98.68
Aug-90	32.31	94.17		1.57	94.52
Sep-90	32.28	94.08		1.57	94.46
Oct-90	31.39	91.49		1.52	91.64
Nov-90	30.64	89.30		1.49	89.47
Dec-90	30.93	90.15		1.49	89.77
Jan-91	31.10	90.64		1.51	90.85
Feb-91	30.47	88.81		1.48	89.05
Mar-91	33.06	96.36		1.60	96.27

Fiche n° 2

EVOLUTION DE LA POSITION DES MONNAIES A L'INTERIEUR DU MECANISME DE CHANGE DU SME : 1989 ET 1990

Voir graphique joint. Source : B.N.B., Rapport 1990

En 1989, l'appréciation du F.B. vis-à-vis de l'ensemble des monnaies participant au mécanisme de change du SME est restée très modérée tandis que la position du DM se maintenait très près du plafond de 2,25 %.

Le mark s'est affaibli - relativement - dès le début de 1990 et rejoignait à peu près la position basse du F.B. en avril 1990⁽¹⁾.

On a assisté en fait à un **mouvement de convergence** des cours de change, de l'ensemble des monnaies du SME - lire et peseta exceptées - **en dépit** de l'appréciation du DM vis-à-vis du dollar US. Le F.B. s'est inscrit dans cette tendance, née de la crainte des conséquences inflationnistes de l'union monétaire allemande, et de la volonté affichée par la plupart des pays concernés de mettre davantage l'accent sur des mesures d'ajustement interne plutôt que sur des ajustements de cours de change (cfr. UEM).

Dès le mois de **mai**, presque toutes les monnaies du SME repartaient à la hausse, en restant étroitement liées jusqu'au milieu du 4ème trimestre 1990.

Ce contexte, ainsi que les décisions prises par les autorités belges, ont conduit à un **renforcement du F.B. vis-à-vis de la quasi totalité des monnaies du SME**, en particulier, le mark, le florin et le franc français⁽²⁾. Cette évolution traduit la confiance du marché dans la détermination des autorités belges.

En fin d'année, la position du DM dans le SME s'est raffermie suite au resserrement de la politique monétaire allemande, ce qui a diminué la convergence des autres monnaies.

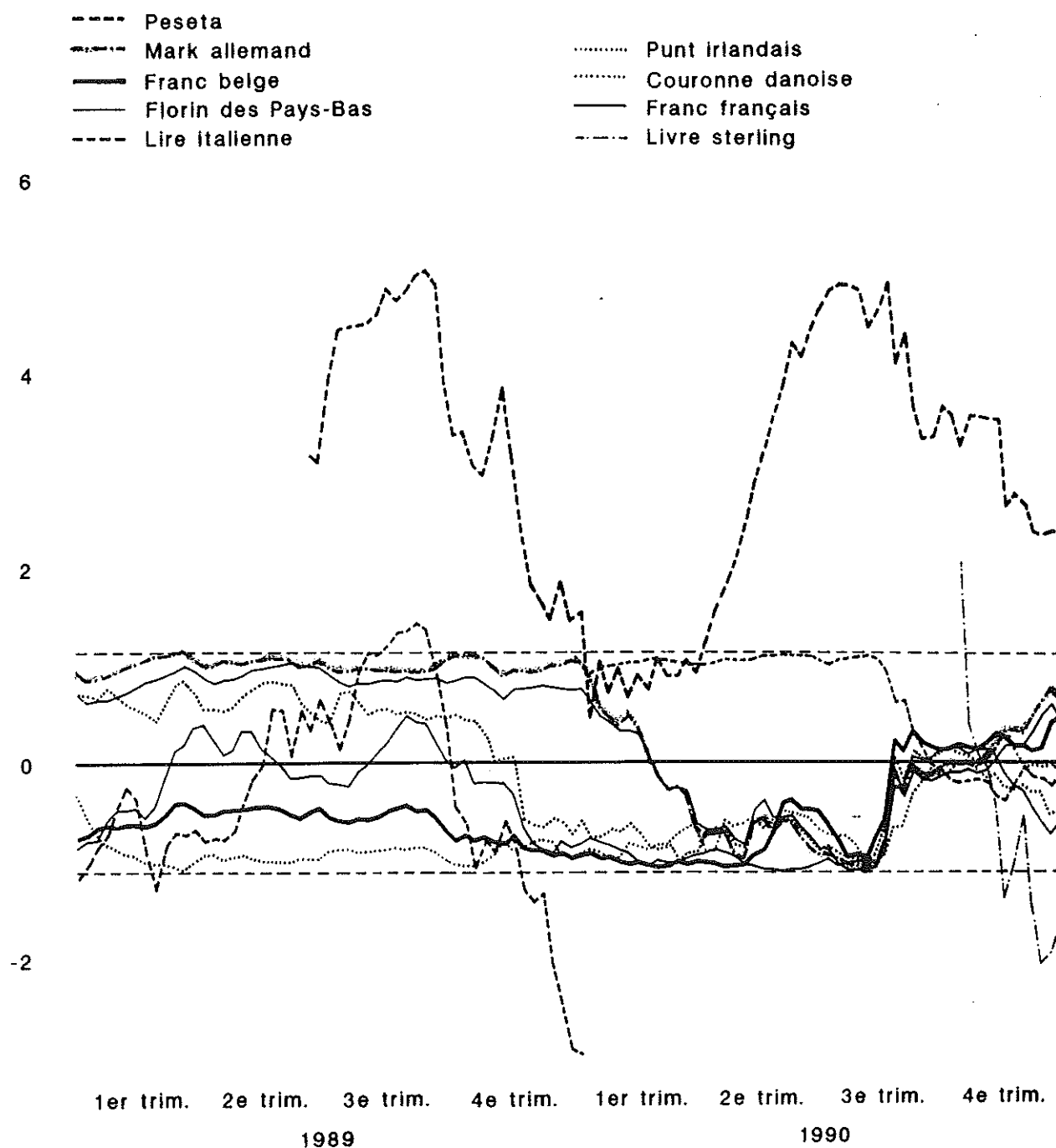
Après un peu d'hésitation, le F.B. s'est aligné sur l'évolution du DM.

(1) Après la dévaluation de 3,7 % de la lire, le 5 janvier 1990, les tensions dans le SME se sont relâchées. Deux monnaies, de pays où les taux d'intérêt étaient relativement plus élevés, la lire et la peseta, ont été les premières à bénéficier de ce relâchement. Ce qui a contribué aussi à l'affaiblissement du DM.

(2) De septembre à la mi-novembre 1990, le FB occupe la position la plus élevée parmi les monnaies participant à la marge de fluctuation étroite du SME.

GRAPHIQUE 32 — POSITION DES MONNAIES A L'INTERIEUR DU MECANISME DE CHANGE DU SME¹

(moyennes journalières, par semaine, en pourcentages)



Source : B.R.I.

¹ Ecart entre deux monnaies = $\frac{\text{cours de change}}{\text{cours-pivot}} \times 100$.

Fiche n° 3

DIFFERENTIELS DE TAUX D'INTERET BELGIQUE-ALLEMAGNE

Taux à COURT et à LONG terme

Evolution de 1980 à 1990 : moyennes annuelles
Evolution des moyennes mensuelles de janvier 1989 à mars 1991
Sources : F.M.I.; B.N.B.; Bureau du Plan. Voir graphiques joints

Remarques préalables

1. L'impact de l'accrochage du F.B. au DM s'observe surtout sur les taux d'intérêt à **court terme**. En outre, comme cet impact est beaucoup plus visible sur les chiffres **mensuels** moyens, nous l'observerons d'abord sur les graphiques s'y rapportant (p.3). L'influence sur les taux annuels moyens peut se voir sur les graphiques suivants (p.4).
2. Avec le couplage du F.B. au DM disparaît le dernier élément d'incertitude de notre politique de change. Ce qui a pour effets d'augmenter l'attrait pour la monnaie nationale et de supprimer la prime de risque incorporée dans les taux à court terme.
3. Les sorties nettes de placements en valeurs mobilières et de capitaux à long terme se sont contractées suite à la réduction du précompte mobilier (voir fiche 4 du 1er thème). La contrainte de financement par des entrées de capitaux à court terme s'est ainsi relâchée. Le différentiel de taux d'intérêt à court terme vis-à-vis des taux étrangers a pu diminuer.

Les taux à COURT TERME

Rappel : 1er mars 1990 - Le précompte mobilier passe de 25 à 10 %;
5 mars 1990 - Suppression du double marché des changes.

On observe presque immédiatement un rapprochement du taux des capitaux à long terme; il s'ensuit également un allègement de la contrainte de financement par des capitaux à court terme.

Dès le début de l'année 1990, on observe une réduction progressive de la prime incorporée dans les **taux à court terme** et une réduction du différentiel entre les taux belge et allemand, sans mouvement marqué du taux allemand.

A partir de mai (effet d'annonce) - juin 1990, accrochage du F.B. au DM.

La suppression du risque de change améliore la confiance des marchés. La prime de risque continue à diminuer. Le différentiel de taux **se réduit**, selon la tendance citée plus haut, pour atteindre un **minimum** en octobre et **novembre** (0,18 point).

En novembre 1990, toutefois, le taux allemand se relève brutalement; il est suivi par un relèvement par étapes du taux belge ce qui entraîne une légère remontée du différentiel (en décembre 1990 et janvier 1991).

Ces mouvements sont liés au durcissement de la politique monétaire allemande engendrant une réaction des marchés **et de la B.N.B.**

A partir de **février et en mars 1990**, on assiste à un nouveau mouvement à la baisse du taux belge entraînant une **nouvelle réduction du différentiel**.

Les taux à LONG TERME

Pour les **taux à long terme**, le différentiel, après avoir baissé au premier trimestre de l'année 1990, s'avère plus stable par la suite. En fait, on observe grosso modo les mêmes tendances que pour les taux à court terme.

Il y a eu toutefois une petite remontée des taux en août-septembre 1990, plus nette pour le taux belge. Dans les mois suivants, le différentiel se stabilise **puis diminue** pour atteindre un **niveau très bas en janvier-février 1991** (0,6 point). En mars 1991, s'amorce un mouvement de divergence, aux dépens du taux belge.

Moyennes ANNUELLES des deux taux

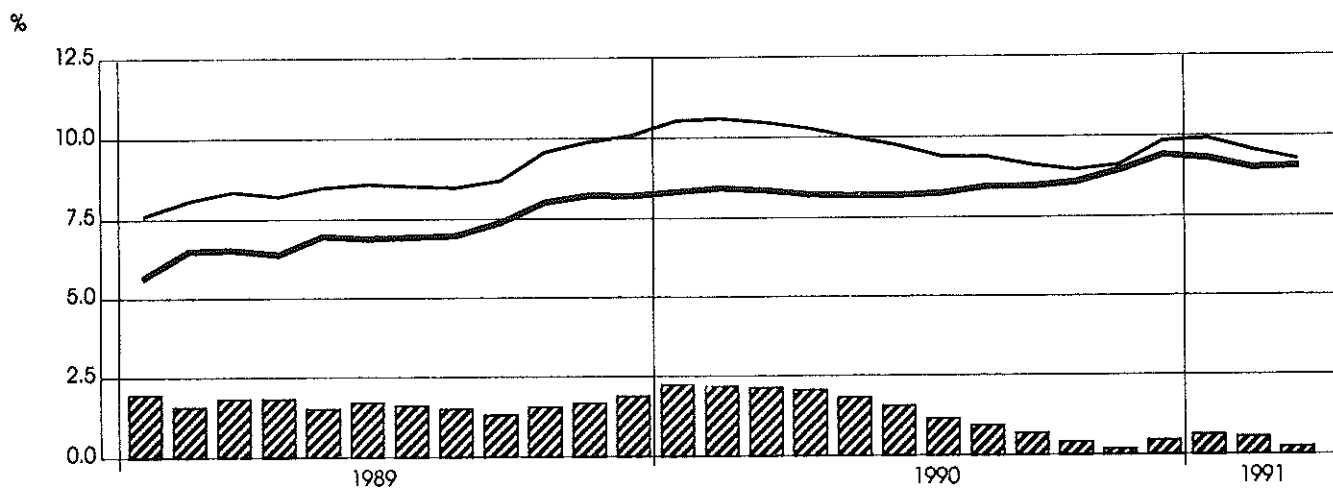
Le graphique des **moyennes annuelles** (p.4), depuis 1980, montre bien que les taux, **aussi bien de court que de long terme**, ont baissé dans les deux pays depuis 1982 et que le **différentiel se réduit** depuis 1985 (pour le court terme) et 1986 (pour le long terme). Cette réduction des écarts s'affermi **en 1989 et en 1990** mais dans un contexte de très nette remontée des taux dans les deux pays.

EVOLUTION DES TAUX D'INTERET A COURT TERME ET A LONG TERME

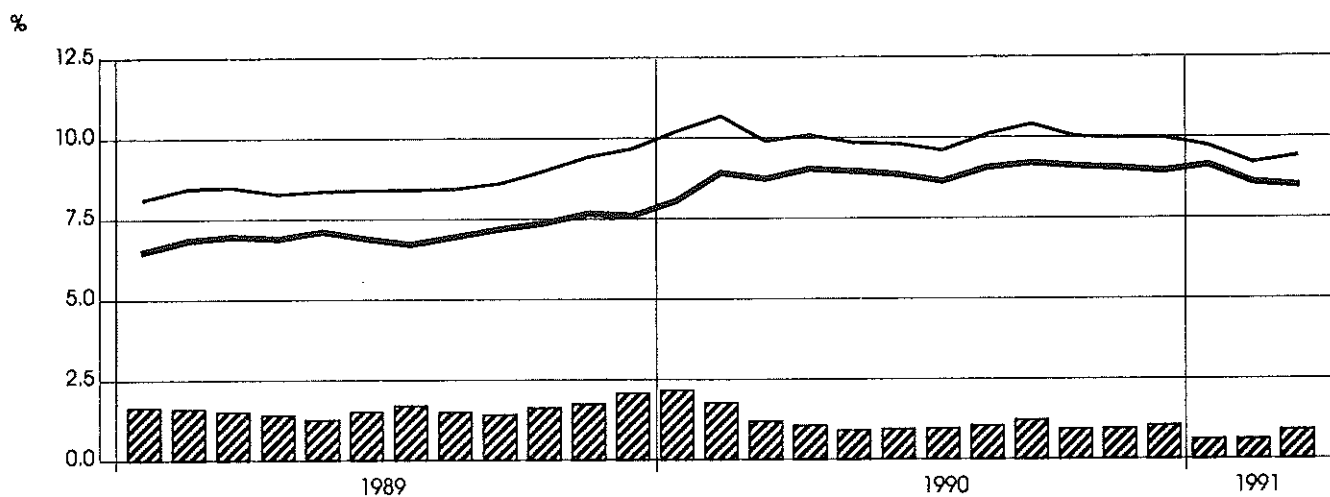
Taux d'intérêt nominaux : moyennes mensuelles

Différentiel Belgique/Allemagne
 Belgique
 Allemagne

Taux à court terme



Taux à long terme



Source : LT : FMI, Government Bond Yield
 CT : BNB, Euro-devises sur trois mois

Bureau du Plan

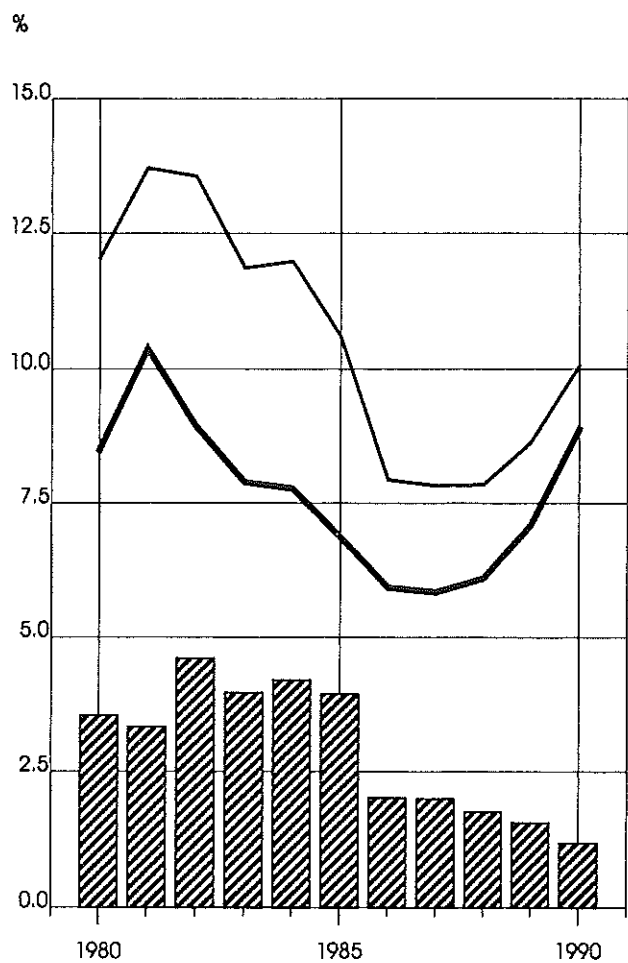
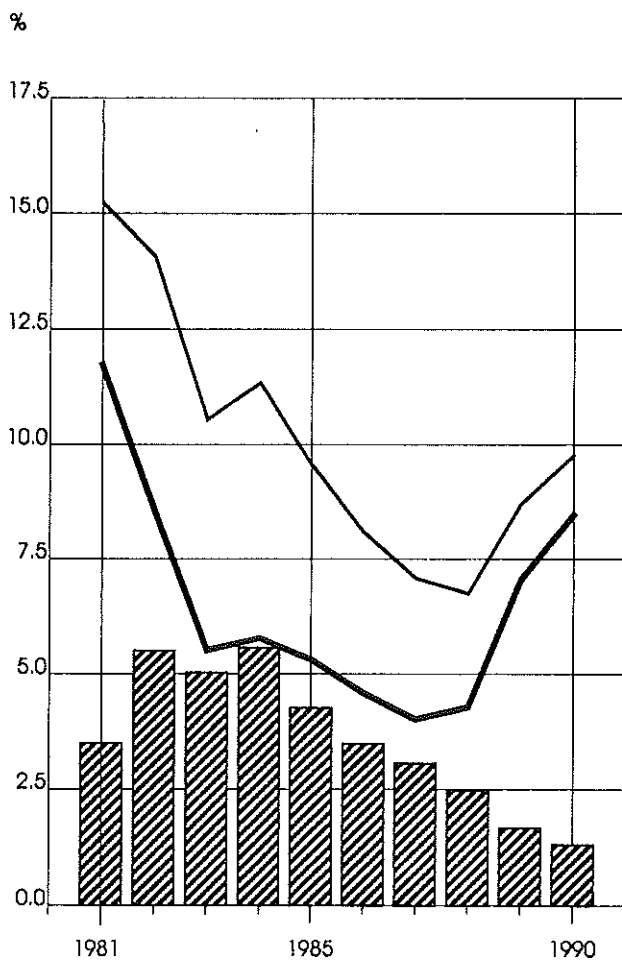
EVOLUTION DES TAUX D'INTERET A COURT TERME ET A LONG TERME

Taux d'intérêt nominaux : moyennes annuelles

□ Différentiel Belgique/Allemagne — Belgique ■ Allemagne

Taux à court terme

Taux à long terme



Source : LT : FMI, Government Bond Yield

CT : BNB, Euro-devises sur trois mois

Bureau du Plan

Fiche n° 4

COMPARAISON DE L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE, EN ALLEMAGNE ET AUX PAYS-BAS

Moyennes annuelles de 1980 à 1990

Chiffres mensuels de janvier à mars 1991

Sources : F.M.I.; B.N.B.; Bureau du Plan. Voir graphiques joints.

1. Après une forte baisse de l'inflation (moyennes **annuelles**) en Allemagne et aux Pays-Bas depuis 1982, et depuis 1983 en Belgique, jusqu'en 1986 et même 1987 (aux Pays-Bas, avec un taux négatif), l'inflation est repartie à la hausse dans les trois pays.

Depuis **1986**, le différentiel d'inflation entre la Belgique et la R.F.A. s'est fortement réduit.

En **1988**, suite aux très bonnes performances macroéconomiques de la Belgique, il est même devenu légèrement négatif. Le différentiel négatif Pays-Bas/R.F.A. reste toutefois beaucoup plus sensible.

En **1989**, les trois taux augmentent, **presque en parallèle pour la Belgique et l'Allemagne**. Les Pays-Bas voient toutefois leur différentiel s'élargir. Mais ces taux restent très inférieurs (autour de 2,5 %) à ceux qui ont prévalu durant la période 1980-1985 (autour de 5 %; nettement plus de 5 % pour la Belgique).

Enfin, en **1990**, le différentiel Belgique/R.F.A. **s'amplifie** (+0,8 point) mais l'inflation hollandaise se rapproche fortement de l'inflation allemande.

2. Le **2ème graphique** (p.3) détaille l'évolution des **chiffres mensuels**.

Dans la 2ème moitié de l'année 1989, le **différentiel Belgique/R.F.A.** a augmenté et atteint +0,9 point en janvier 1990. On retrouve ce niveau en avril.

Il **diminue** ensuite jusqu'en août 1991 (0,5 point) puis amorce une remontée (jusqu'à 1,0 point) qui ne sera interrompue qu'en décembre (0,7 point).

Ces mouvements à la hausse en Belgique sont à mettre à l'actif du relèvement des accises - mis en oeuvre par étapes en 1989 et 1990 - et, sans doute, de certaines évolutions salariales.

En **janvier et février 1991**, nouvelle augmentation du différentiel Belgique/Allemagne, **due uniquement aux prix belges**. Mais le différentiel Pays-Bas/Allemagne redevient nettement positif.

En **mars 1991**, la baisse plus forte des prix belges ramène le différentiel par rapport à l'Allemagne à 0,8 point.

En **avril**, nouvelle baisse de l'index belge, de 0,4 point.

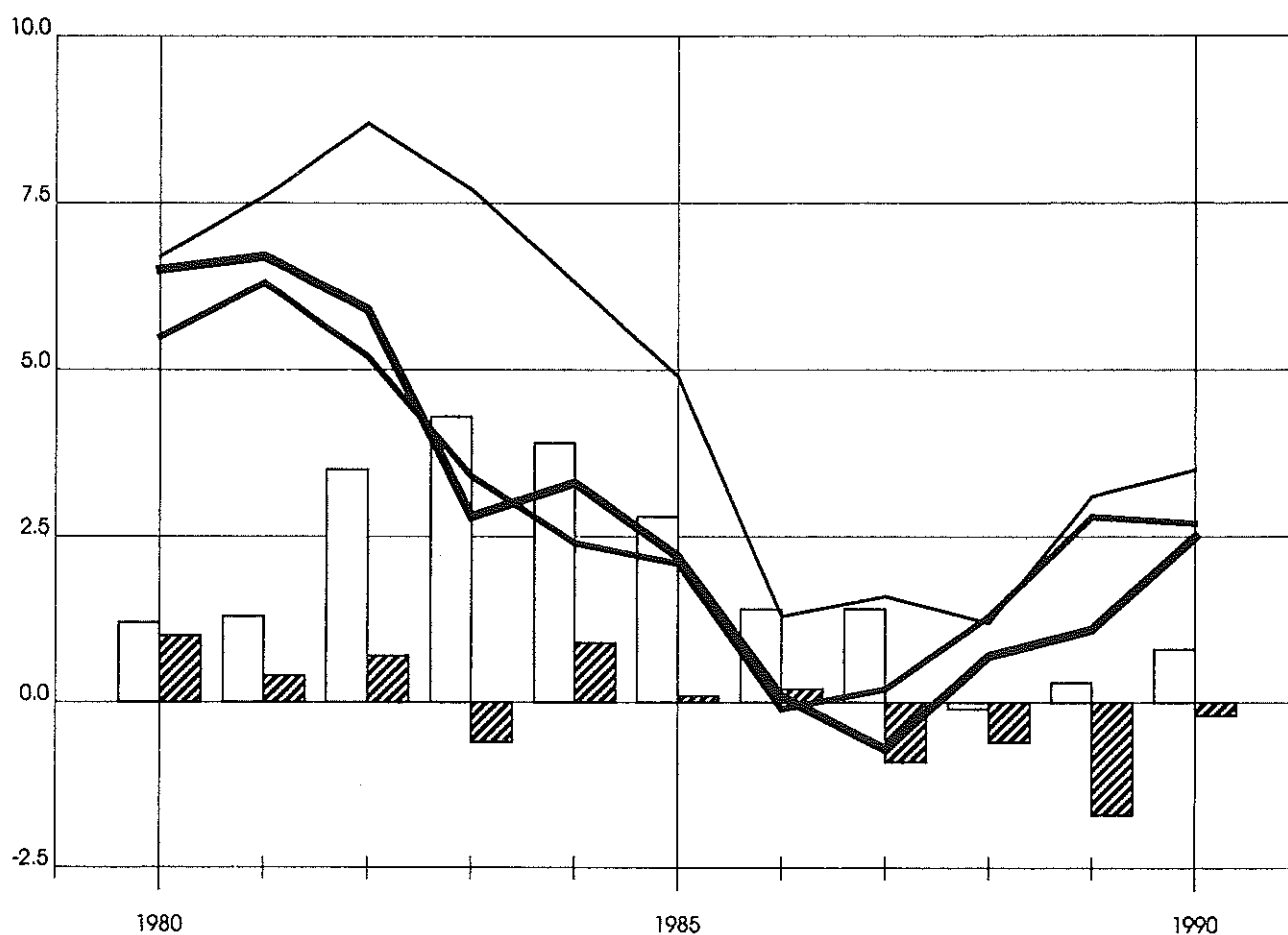
COMPARAISON DE L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

Moyennes annuelles

Taux de variation par rapport à l'année précédente



%



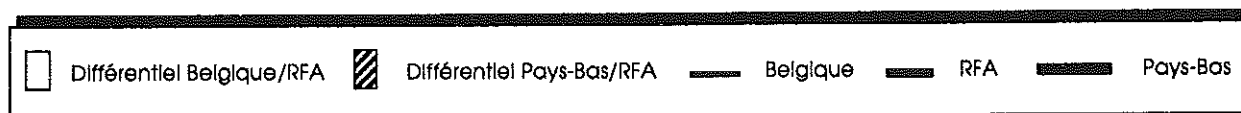
Source : F.M.I.

Bureau du Plan

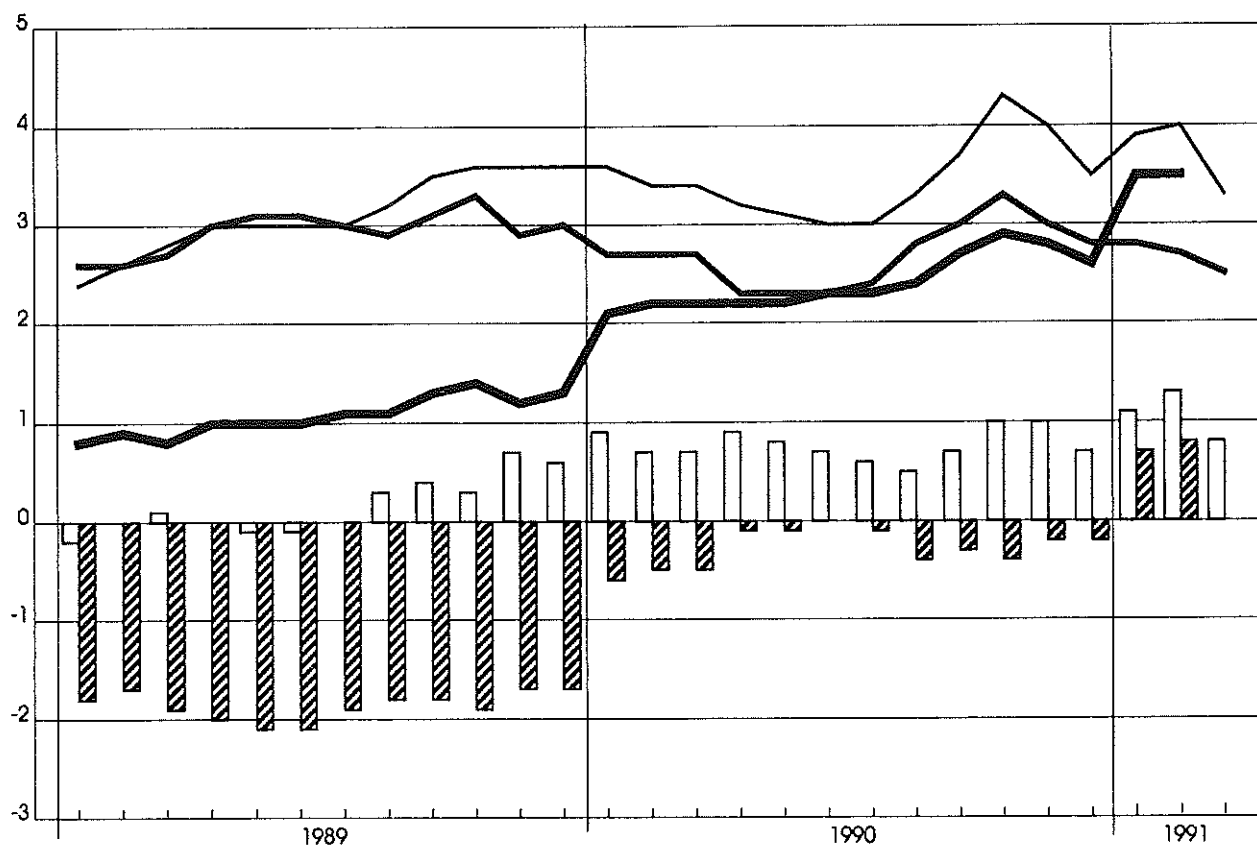
COMPARAISON DE L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION

Chiffres mensuels

Taux de variation par rapport au même mois de l'année précédente



%



Source : F.M.I. ; B.N.B.

Bureau du Plan

Fiche n° 5

CONTRIBUTION DES COUTS INTERIEURS ET DES COUTS IMPORTES A LA VARIATION DU DEFLATEUR DES DEPENSES FINALES EN BELGIQUE

Taux annuels de 1980 à 1991 (1990 et 1991 : prévisions)
Source : Bureau du Plan, HERMES (voir graphique et tableau)

Les **facteurs externes** ont joué un rôle important dans l'explication de la forte croissance du déflateur des dépenses finales au début des années '80. La **chute des prix à l'importation** a été un facteur **déterminant de la désinflation de 1986 et 1987**.

Depuis 1989, la tendance des prix mondiaux s'est **inversée** : renchérissement du prix de l'énergie en 1989, 1990 et 1991, accentué par la crise du Golfe, hausse plus rapide des autres importations en 1990 et 1991.

En 1990, la bonne tenue du F.B. a permis d'amortir le choc sur les prix exprimés en F.B. La contribution des coûts importés à la croissance du déflateur des dépenses finales est devenue très faible. Elle devrait le rester en 1991.

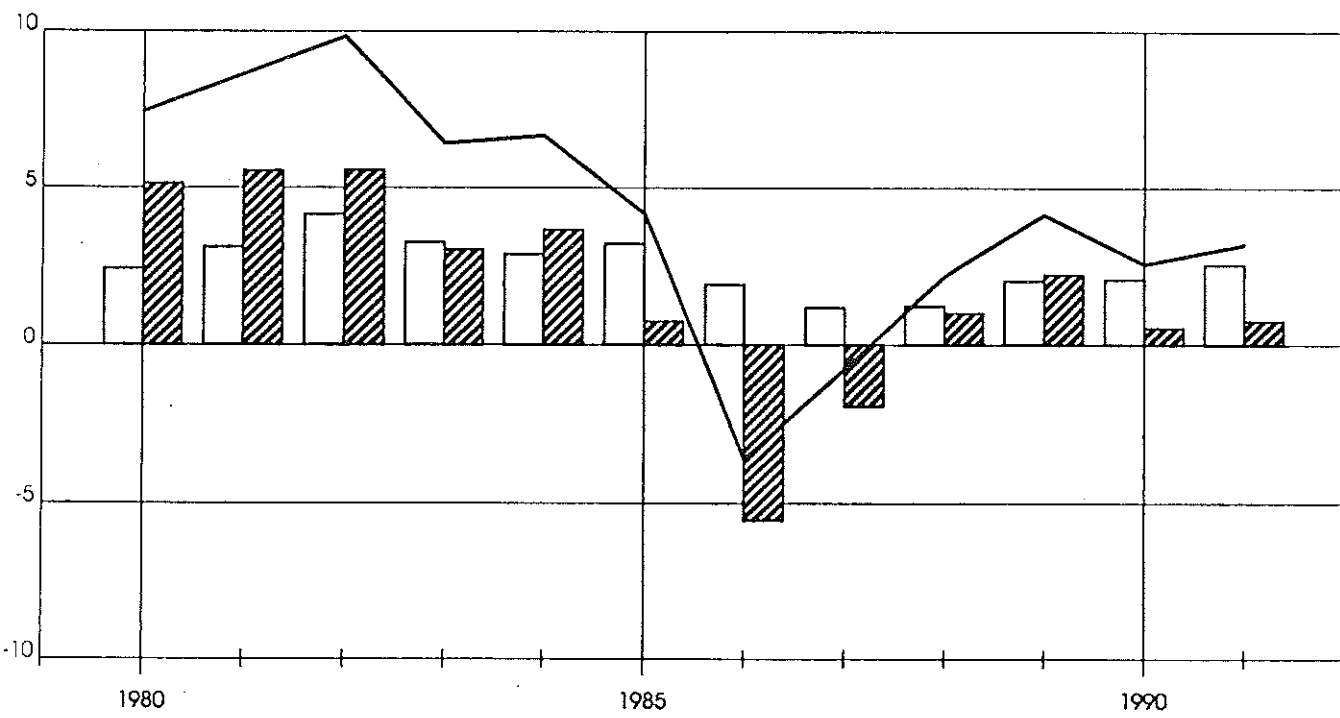
De 1982 à 1989, c'est d'abord en raison des bénéfices des entreprises que les **coûts intérieurs** ont contribué de manière importante à la croissance du déflateur (voir tableau, p.3). On observe toutefois une **réduction** de cette contribution en 1989, parallèlement à une **hausse** de la contribution du **coût salarial unitaire**. Encore modérée en 1989 (0,59 point), cette dernière contribution devient **plus sensible en 1990** (1,30 point soit la moitié du taux du déflateur). Selon la prévision, elle **s'atténuerait quelque peu en 1991** (40 % du déflateur), les bénéfices des entreprises remontant à près de 1.0 point.

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
1. DOMESTIC COSTS	2.38	3.08	4.14	3.24	2.85	3.19	1.89	1.16	1.20	2.01	2.05	2.52
- unit labour cost	2.96	2.61	1.72	1.20	1.37	1.25	0.74	-0.05	-0.40	0.59	1.30	1.24
- unit net indirect taxes	0.36	0.32	0.26	0.08	0.23	0.17	-0.05	0.35	0.13	0.44	0.28	0.32
- unit gross operating surplus	-0.94	0.16	2.16	1.95	1.25	1.77	1.19	0.86	1.46	0.98	0.47	0.96
2. IMPORT PRICES	5.13	5.54	5.56	2.99	3.64	0.74	-5.56	-1.92	0.99	2.21	0.54	0.75
3. DEFLATOR OF FINAL DEMAND (1 + 2)	7.43	8.63	9.84	6.41	6.67	4.17	-3.57	-0.76	2.14	4.15	2.54	3.18

Bureau du Plan, HERMES.

Contributions des coûts intérieurs et importés à la croissance du déflateur des dépenses finales

- coûts intérieurs
- ▨ coûts importés
- déflateur des dépenses finales



Source : Bureau du Plan, Hermes

2ème Thème : EN GUISE DE CONCLUSION ... PROVISoire

Les indicateurs dont nous avons observé l'évolution permettent de penser que les décisions prises au premier semestre de 1990⁽¹⁾, par les autorités monétaires belges, ont dû avoir un impact **positif** - et assez immédiat - **sur la force relative du F.B.** (taux de change FB/\$ versus DM/\$; position du F.B. à l'intérieur du mécanisme de change du SME) ainsi que **sur les taux d'intérêt** nominaux à long terme et, surtout, à court terme. L'influence sur les **prix à la consommation** est moins évidente; différents facteurs, d'origine interne et externe, semblent ne pas avoir permis une baisse tendancielle continue de l'inflation⁽²⁾. La bonne tenue du F.B. a néanmoins ramené à un niveau assez bas l'inflation **importée**, en 1990 (et sans doute en mars-avril 1991).

Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que les premiers indicateurs cités montraient déjà, en 1989, et même dans les années qui précédaient, une assez forte tendance à l'amélioration de la position relative de la Belgique. La politique décidée par les autorités n'aura probablement fait qu'accentuer les tendances qui prévalaient. Les décisions relatives à la "nouvelle orientation de la politique de change"⁽³⁾ ont toutefois été prises à un moment opportun compte tenu, particulièrement, du mouvement de plus grande convergence des changes dans le SME⁽⁴⁾ et des orientations déjà adoptées en matière de politique économique et monétaire par les pays de la Communauté.

Par ailleurs, on doit relever que, à la fin de l'année 1990 et au début de 1991, des amorces de divergence sont apparues pour plusieurs indicateurs ainsi que dans le SME, tendances qui ont contraint la B.N.B. à intervenir.

En outre, la question se pose de savoir si les résultats positifs constatés en 1990 resteront acquis. Comme l'écrit la Banque, la période (observée) a été "trop courte pour permettre de tirer des conclusions définitives"⁽⁵⁾.

D'autres indicateurs que ceux que nous avons observés **devraient en outre être pris en compte**. L'évolution des mouvements de capitaux a été très favorable en 1990. En particulier pour les mouvements sur valeurs mobilières dont le solde, dans la balance des paiements, est passé d'un **mali de -206 milliards de F en 1989** à un **excédent de +64 milliards en 1990**. Mais les résultats moins favorables de la **balance commerciale** (croissance nulle des exportations de biens) ne sont-ils pas en partie liés à la politique du franc fort ou bien d'autres facteurs plus habituels - en particulier la structure du panier de produits offerts à l'exportation - sont-ils les seuls responsables ? Enfin, la dégradation - modérée - de la **position compétitive** de l'économie belge en 1990⁽⁶⁾, ne doit-elle rien à la nouvelle politique initiée en 1990 ? Il est par contre permis de penser que cette fermeté monétaire a dû avoir un impact favorable sur le niveau et la stabilité des prix intérieurs⁽⁷⁾ et, par voie de conséquence, sur les coûts de production et sur la compétitivité extérieure. Elle a dû également faciliter quelque peu les importations, en particulier de matières premières, d'énergie et de **biens d'équipement**.

- (1) Couplage du FB au DM, précompte immobilier abaissé à 10 %, suppression du double marché des changes, ...
- (2) Après avoir baissé de 0,6 point au 1er semestre 1990, on observe une nette hausse d'août 1990 à février 1991, interrompue par une baisse d'ampleur moindre en novembre-décembre 1990; nouvelle baisse sensible en mars et en avril 1991 (ramenant le taux d'inflation sur 12 mois à 2,9 % en avril).
- (3) B.N.B., Rapport 1990. Une liaison plus étroite avec le DM était toutefois recherchée, depuis de nombreuses années, par la Belgique et par la France. Les Pays-Bas avaient déjà établi un tel lien depuis au moins dix ans.
- (4) En parallèle avec un affaiblissement de la position du DM dans le SME.
- (5) B.N.B., Rapport 1990, p.XXIII.
- (6) Conseil Central de l'Economie, "Rapport et Avis" du 28 mars 1991.
- (7) Bien que ce ne soit pas clairement perceptible dans l'évolution des chiffres mensuels de 1990.